

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 3245

[C — 2011/29587]

10 NOVEMBRE 2011. — Décret relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

1. — TITRE I^{er}. — GENERALITES**1.1. — CHAPITRE I^{er}. — Définitions**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Court métrage :

L'œuvre audiovisuelle dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est inférieure ou égale à 60 minutes.

2° Distributeur de services télévisuels :

Toute personne morale qui met à disposition du public un ou des services télévisuels de quelque manière que ce soit et notamment par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par le biais d'un réseau de télédistribution. L'offre de services peut comprendre des services édités par la personne elle-même et des services édités par des tiers avec lesquels elle établit des relations contractuelles. Est également considérée comme distributeur de services, toute personne morale qui constitue une offre de services en établissant des relations contractuelles avec d'autres distributeurs.

3° Distributeur d'œuvres audiovisuelles :

Toute personne morale qui répond cumulativement aux critères suivants :

1° dont l'objet social relève en ordre principal du secteur audiovisuel et qui emploie du personnel administratif ou artistique dans le respect de la législation sociale applicable;

2° disposer des droits nécessaires à la distribution d'une œuvre audiovisuelle sur le territoire considéré;

3° assurer la distribution de l'œuvre audiovisuelle sur ce territoire;

4° payer les coûts de distribution afférents.

4° Editeur de services télévisuels :

La personne physique ou morale qui assume la responsabilité éditoriale du choix du contenu du service télévisuel et qui détermine la manière dont il est organisé.

5° Exploitant de salle(s) de cinéma :

La personne morale relevant de la compétence de la Communauté française et disposant d'une exploitation commerciale à écran unique ou à écrans multiples sur un même site et sous une même enseigne, à l'exclusion des salles polyvalentes, des ciné-clubs et des centres culturels. Sont également considérées comme une seule salle de cinéma les exploitations à écran unique ou écrans multiples situées dans des sites différents d'une même ville et qui appartiennent à la même société commerciale d'exploitation ou dont la programmation des salles est assurée par la même organisation.

6° Long métrage :

L'œuvre audiovisuelle dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est supérieure à soixante minutes.

7° Œuvre audiovisuelle :

L'œuvre audiovisuelle qui répond à la définition de l'œuvre audiovisuelle de fiction ou à la définition de l'œuvre audiovisuelle documentaire, à l'exception des catégories suivantes :

1° le programme télévisuel de plateaux, y compris celui qui présente des séquences documentaires ou de fiction;

2° le programme télévisuel de divertissement, y compris celui qui comporte des éléments de scénario, une mise en scène ou un montage ou qui présente une certaine forme de réalité;

3° le programme télévisuel visant à reproduire de manière fictive des programmes de plateaux;

4° le reportage d'actualité;

5° le magazine d'information;

6° la captation simple, sans modification de la scénographie ni montage d'un spectacle vivant dès lors que ce spectacle existe indépendamment du programme télévisuel.

8° Œuvre audiovisuelle d'art et essai :

L'œuvre audiovisuelle qui répond à au moins un des critères suivants :

1° traduire le point de vue d'un auteur envisageant le cinéma comme discipline artistique et privilégiant dans sa démarche d'écriture et de réalisation la fidélité à sa conception de l'œuvre;

2° présenter un caractère de recherche ou de nouveauté dans le domaine audiovisuel;

3° être récente et avoir concilié les exigences de la critique et la faveur du public et pouvoir être considérée comme apportant une contribution notable pour la création d'œuvres audiovisuelles.

9° Œuvre audiovisuelle de fiction :

L'œuvre audiovisuelle qui répond cumulativement aux critères suivants :

1° être une création de l'imagination même si elle vise à retransmettre une réalité;

2° être une œuvre mise en scène dont la production fait appel à un scénario, y compris pour des tournages laissant une place à l'improvisation et dont, à l'exception des œuvres d'animation, la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée.

Cette définition comprend les œuvres audiovisuelles d'animation.

10° Œuvre audiovisuelle documentaire :

L'œuvre audiovisuelle qui répond cumulativement aux critères suivants :

1° être une création visant à présenter un élément du réel, en dehors de son traitement qui peut relever de l'animation;

2° avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture;

3° permettre l'acquisition de connaissances;

4° traiter du sujet en se démarquant nettement d'un programme à vocation strictement informative;

5° avoir un potentiel d'intérêt durable et autre qu'à titre d'archive.

11° Œuvre audiovisuelle expérimentale :

L'œuvre audiovisuelle qui par sa forme ou son contenu propose une approche incluant le renouvellement ou l'élargissement de l'expression cinématographique et audiovisuelle et qui s'écarte des schémas narratifs traditionnels pour aboutir à une œuvre hors normes, individuelle ou artisanale.

12° Œuvre télévisuelle unitaire :

L'œuvre audiovisuelle unitaire dont la destination est en priorité la diffusion par un éditeur de services télévisuels.

13° Organisateur de festival de cinéma :

La personne morale relevant de la compétence de la Communauté française et programmant des œuvres audiovisuelles lors d'un événement limité dans le temps et l'espace. La manifestation est caractérisée par l'ampleur du panel d'œuvres programmées et a pour objectif majeur la diffusion des œuvres tant auprès du grand public qu'auprès d'un public professionnel, national ou international, dans un souci de développement et de promotion du cinéma en tant que discipline artistique.

14° Producteur d'œuvres audiovisuelles :

Tout producteur indépendant d'œuvres audiovisuelles constitué sous la forme d'une personne morale qui répond cumulativement aux critères suivants :

1° dont l'objet social relève en ordre principal du secteur audiovisuel, et qui emploie du personnel administratif ou artistique dans le respect de la législation sociale applicable;

2° rassembler les moyens financiers, le personnel et tous les éléments nécessaires à la réalisation d'une œuvre audiovisuelle;

3° disposer d'une personnalité juridique distincte de celle d'un éditeur de services;

4° ne pas disposer d'une manière directe ou indirecte de plus de quinze pour cent du capital d'un éditeur de services;

5° ne pas retirer plus de nonante pour cent de son chiffre d'affaires, durant une période de trois ans, de la vente de productions à un même éditeur de services;

6° dont le capital n'est pas détenu directement ou indirectement pour plus de quinze pour cent par un éditeur de services;

7° dont le capital n'est pas détenu pour plus de quinze pour cent par une société qui détient directement ou indirectement plus de quinze pour cent du capital d'un éditeur de services.

15° Série télévisuelle :

L'œuvre audiovisuelle de plusieurs épisodes dont la destination est en priorité la diffusion par un éditeur de service télévisuel.

16° Service télévisuel :

Un service relevant de la responsabilité éditoriale d'un éditeur de services télévisuels dont l'objet principal est la communication au public de programmes télévisuels par des réseaux de communications électroniques dans le but d'informer, de divertir et d'éduquer ou d'assurer une communication commerciale.

1.2. — CHAPITRE II. — *Dispositions communes*

Art. 2. § 1^{er}. Les aides visées au présent décret sont octroyées dans les limites des crédits budgétaires disponibles de la Communauté française.

§ 2. Le bénéficiaire de l'aide s'engage à utiliser l'aide octroyée conformément aux lois et réglementations applicables, notamment en matière de droits d'auteur et droits voisins ainsi que de droit social et fiscal.

§ 3. En cas d'infraction à la législation visée au § 2, la Communauté française demande la restitution de tout ou partie de l'aide.

Art. 3. § 1^{er}. Ne donnent pas lieu à l'octroi d'une aide au sens du présent décret :

1° les œuvres audiovisuelles ayant un but publicitaire, scientifique, d'actualité ou didactique à l'exception des œuvres didactiques à portée artistique ou littéraire;

2° les œuvres audiovisuelles à caractère pornographique, raciste, celles qui font l'apologie de la violence et celles qui incitent à des violations des droits de l'homme;

3° les œuvres audiovisuelles commandées par les pouvoirs publics;

4° les œuvres audiovisuelles d'entreprise.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, le subventionnement ne pourra pas intervenir au bénéfice des personnes morales ou physiques qui appartiennent à un organisme ou une association dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'ils ne respectent pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Art. 4. Le Gouvernement arrête les procédures d'octroi et de liquidation des aides octroyées en application du présent décret.

La liquidation des aides ne pourra se faire qu'au profit de bénéficiaires dont la résidence principale, le siège social ou l'agence permanente est située en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

2. — TITRE II. — CENTRE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL

Art. 5. Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel constitue un service de l'Etat à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses compétences.

Le Gouvernement fixe le fonctionnement, la gestion financière, budgétaire et comptable du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

Art. 6. Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel dispose des ressources suivantes:

- 1° la dotation annuelle de la Communauté française;
- 2° la contribution des éditeurs et distributeurs de services télévisuels;
- 3° les recettes liées à son action;
- 4° les libéralités faites en sa faveur.

3. — TITRE III. — INSTANCES D'AVIS

Art. 7. Il est créé :

- 1° un Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel;
- 2° une Commission d'aide aux œuvres audiovisuelles, ci-après dénommée "la Commission de Sélection des Films";
- 3° une Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels.

4. — TITRE IV. — AIDES A LA CREATION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES

4.1. — CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 8. Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides à la création. Ces aides à la création ont pour objet l'écriture, le développement et la production d'œuvres audiovisuelles.

Elles se répartissent comme suit :

- aides à l'écriture qui visent à soutenir l'écriture du scénario de l'œuvre audiovisuelle;
- aides au développement qui visent à soutenir l'étape de préparation de l'œuvre audiovisuelle en amont de sa production;
- aides à la production avant le début des prises de vues qui visent à soutenir la production de l'œuvre audiovisuelle en tant que telle;
- aides à la production après le début des prises de vues qui visent à soutenir des activités nécessaires à l'achèvement de l'œuvre audiovisuelle. Ces aides ne sont accordées qu'aux œuvres audiovisuelles n'ayant pas bénéficié auparavant d'une aide à la production avant le début des prises de vues.

Il est requis que les aides à la création soient destinées à la création d'œuvres audiovisuelles répondant à la définition d'œuvres d'art et essai visée à l'article 1^{er}, 8°.

Art. 9. Les aides à la création sont octroyées aux œuvres coproduites dans le cadre soit de la Convention européenne de coproduction cinématographique, soit d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française.

Si l'œuvre audiovisuelle n'est pas coproduite dans le cadre soit de la Convention européenne de coproduction cinématographique, soit d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française, elle doit remplir au moins trois des critères suivants :

- 1° le scénario place l'action essentiellement en Belgique, dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen ou dans un Etat membre de l'Association européenne de libre-échange;
- 2° un des personnages principaux au moins a un lien avec la culture belge ou la langue française;
- 3° le scénario original est essentiellement rédigé en langue française;
- 4° le scénario est une adaptation d'une œuvre littéraire originale belge;
- 5° l'œuvre audiovisuelle a pour thème principal l'art ou plusieurs artistes;
- 6° l'œuvre audiovisuelle porte essentiellement sur des personnages ou des événements historiques;
- 7° l'œuvre audiovisuelle aborde principalement des thèmes de société portant sur des aspects actuels, culturels, sociaux ou politiques;
- 8° l'œuvre audiovisuelle contribue à valoriser le patrimoine audiovisuel belge ou européen.

Art. 10. Les œuvres audiovisuelles réalisées dans un cadre scolaire ou académique ne peuvent pas bénéficier d'une aide à la création.

Art. 11. Le Gouvernement arrête :

1° le formulaire de demande d'aide qui inclut la liste des documents à fournir à l'introduction d'une demande, notamment la note d'intention de l'auteur et du producteur, le traitement ou le scénario, les fiches techniques détaillant les aspects artistiques, techniques et financiers du projet, le devis et le plan de financement accompagné du guide technique relatif à leur présentation, ainsi qu'un plan de promotion et de diffusion;

2° la liste des documents à produire en fonction du type d'aide sollicité concernant:

- a) le respect des droits relatifs à l'œuvre à produire;
- b) le respect des obligations contractuelles relatives aux engagements antérieurs du demandeur vis-à-vis de la Communauté française;
- c) l'attestation d'un financement minimum des œuvres audiovisuelles prévu conformément au présent décret;

3° le support final de production des œuvres audiovisuelles bénéficiant d'une aide à la création, en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

4° la procédure d'agrément administratif;

5° les contrats types qui seront signés par le Gouvernement et le bénéficiaire, en fonction du type d'œuvre audiovisuelle.

Art. 12. L'aide octroyée, cumulée avec les autres aides publiques, ne peut être supérieure à cinquante pour cent du budget de l'œuvre audiovisuelle.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux œuvres audiovisuelles considérées comme difficiles.

Il faut entendre par œuvres audiovisuelles difficiles les œuvres audiovisuelles ayant peu de perspectives commerciales sur le marché national et international, notamment :

1° les courts métrages;

2° les premières et deuxième œuvres audiovisuelles d'un réalisateur;

3° les œuvres audiovisuelles d'art et essai;

4° les œuvres audiovisuelles expérimentales.

Art. 13. Le montant des aides octroyées à une œuvre audiovisuelle sur la base du présent titre doit être intégralement dépensé en Belgique et majoritairement en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-capitale.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à un montant de quatre-vingt pour cent du budget de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 14. Si les services du Gouvernement estiment qu'un dossier émane d'un demandeur qui n'a pas respecté ses engagements antérieurs, notamment en matière de remise des décomptes d'exploitation et de remboursement des avances sur recettes des œuvres ayant obtenu une aide sur la base du présent décret, ils en avertissent immédiatement le demandeur qui dispose d'un délai de huit jours pour apporter ses commentaires ou compléments d'information.

Si, après avoir pris connaissance de la réponse du demandeur, les services du Gouvernement estiment que les engagements antérieurs n'ont pas été respectés, ils proposent au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions de déclarer la demande irrecevable.

4.2. — CHAPITRE II. — *Aides à l'écriture*

Art. 15. Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides à l'écriture d'un long métrage de fiction, d'une œuvre télévisuelle unitaire de fiction ou d'une série télévisuelle de fiction.

La nature de l'aide à l'écriture est une subvention et/ou une prise en charge d'un encadrement par un professionnel dont le montant et les modalités d'octroi sont arrêtés par le Gouvernement.

Art. 16. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à l'écriture, la demande d'aide à l'écriture doit être introduite :

- pour les aides à l'écriture d'un long métrage et d'une œuvre télévisuelle unitaire: par un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

- pour les aides à l'écriture d'une série télévisuelle: conjointement par un producteur d'œuvres audiovisuelles et par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen.

Art. 17. La Commission de Sélection des Films émet un avis motivé sur l'opportunité et la nature de l'aide, conformément au présent chapitre. À cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° le contenu culturel et la qualité artistique du projet;

2° le potentiel de développement du projet sous la forme d'une œuvre audiovisuelle;

3° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française.

4.3. — CHAPITRE III. — *Aides au développement*

Art. 18. Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides au développement d'un long métrage, d'une œuvre télévisuelle unitaire ou d'une série télévisuelle.

La nature de l'aide au développement, dont le montant et les modalités d'octroi sont arrêtés par le Gouvernement suivant le type d'œuvre audiovisuelle, est une subvention.

Art. 19. Pour pouvoir bénéficier d'une aide au développement :

1° la demande d'aide au développement doit être introduite :

- pour les demandes d'aides au développement d'un long métrage et d'une œuvre télévisuelle unitaire : par un producteur d'œuvres audiovisuelles;

- pour les demandes d'aides au développement d'une série télévisuelle : conjointement par un producteur d'œuvres audiovisuelles et par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

2° le producteur doit s'engager à participer financièrement à hauteur de minimum cinquante pour cent du montant visé à l'article 18.

Art. 20. La Commission de Sélection des Films émet un avis motivé sur l'opportunité de l'aide, conformément au présent chapitre. À cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° le contenu culturel et la qualité artistique du projet;

2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

3° la pertinence du dossier, en ce compris le budget et le plan de financement de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 21. Le montant de l'aide liquidée ne peut excéder la participation financière du producteur.

4.4. — CHAPITRE IV. — *Aides à la production*

Art. 22. Après avis de la Commission de Sélection des Films, le Gouvernement peut octroyer des aides à la production d'une œuvre audiovisuelle soit avant le début des prises de vues, soit après le début des prises de vues.

Les aides à la production attribuées avant le début des prises de vues peuvent être octroyées aux longs métrages, aux courts métrages, aux œuvres audiovisuelles expérimentales, aux œuvres télévisuelles unitaires et aux séries télévisuelles.

Les aides à la production attribuées après le début des prises de vues ne peuvent être octroyées qu'aux longs métrages, aux courts métrages de fiction, aux œuvres audiovisuelles expérimentales et aux œuvres télévisuelles unitaires documentaires.

La nature des aides à la production est une avance sur recettes, à l'exception des aides destinées aux œuvres expérimentales dont la nature est une subvention.

Le Gouvernement arrête les montants minimum et maximum pouvant être octroyés à l'œuvre audiovisuelle visée à l'alinéa 1^{er} selon qu'il s'agit d'une première, deuxième ou suivante œuvre audiovisuelle.

Art. 23. Le Gouvernement arrête les conditions et modalités de remboursement de l'avance sur recettes octroyée sur la base du présent chapitre.

Art. 24. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la production, il faut respecter les critères de recevabilité suivants :

1° la demande d'aide à la production doit être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles, à l'exception de la demande d'aide aux œuvres expérimentales qui peut également être introduite par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

2° le demandeur doit s'engager à respecter le support final de production arrêté par le Gouvernement selon le type d'œuvre audiovisuelle;

3° a) pour les aides à la production attribuées avant le début des prises de vues, un seuil de financement doit être acquis préalablement au dépôt de la demande d'aide. Le Gouvernement arrête ledit seuil selon le type d'œuvre audiovisuelle et en fonction du contenu culturel et des caractéristiques artistiques et techniques du projet soumis par le demandeur;

b) pour les aides à la production attribuées après le début des prises de vues, l'œuvre audiovisuelle ne peut pas avoir bénéficié antérieurement d'une aide à la production avant le début des prises de vues.

Art. 25. La Commission de Sélection des Films émet un avis motivé sur l'opportunité et le montant de l'aide conformément au présent chapitre. A cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° le contenu culturel et les caractéristiques artistiques et techniques du projet;

2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

3° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet artistique;

4° la pertinence du dossier, en ce compris le budget et le plan de financement de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 26. En cas de modification substantielle apportée au projet relativement aux critères d'évaluation visés à l'article 25, le Gouvernement peut, après avis de la Commission de Sélection des Films, diminuer le montant de l'aide initialement alloué ou l'annuler.

Art. 27. Le montant de l'aide à l'écriture et le montant de l'aide au développement sont déduits du montant de l'aide à la production avant le début des prises de vues attribuée pour la même œuvre sur la base du présent décret.

5. — TITRE V. — AIDES A LA PROMOTION ET A LA DIFFUSION D'ŒUVRES AUDIOVISUELLES

5.1. — CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 28. Le Gouvernement peut octroyer des aides à la promotion et à la diffusion d'œuvres audiovisuelles répondant à la définition d'œuvres d'art et essai visée à l'article 1^{er}, 8°.

Art. 29. Pour pouvoir bénéficier des aides octroyées conformément au présent titre, l'œuvre audiovisuelle doit être reconnue.

Pour être reconnue, l'œuvre audiovisuelle doit remplir les conditions suivantes :

a) la version originale doit être en langue française, sauf dérogation possible du Gouvernement, sur la base des critères suivants :

- l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

- les spécificités du scénario;

b) l'œuvre audiovisuelle doit :

- soit s'être vue octroyer une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV;

- soit avoir été coproduite dans le cadre de la Convention européenne de coproduction cinématographique, ou d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française;

- soit remplir au moins trois des critères repris à l'article 9, alinéa 2.

Art. 30. Le Gouvernement arrête :

1° le ou les montant(s) maximum pouvant être octroyé(s) pour chaque aide à la promotion et à la diffusion en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

2° le support d'exploitation des œuvres audiovisuelles bénéficiant d'une prime au réinvestissement, en fonction du type d'œuvre audiovisuelle;

3° les mentions de la Communauté française sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues.

4° la procédure de reconnaissance visée à l'article 29.

5.2. — CHAPITRE II. — *Aides à la promotion des courts métrages et des œuvres télévisuelles unitaires documentaires*

Art. 31. Sur la base des conditions d'octroi définies au présent chapitre, le Gouvernement peut octroyer des aides à la promotion de courts métrages et d'œuvres télévisuelles unitaires documentaires.

La nature des aides à la promotion est une subvention.

Art. 32. La demande d'aide à la promotion est introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 33. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la promotion, l'œuvre audiovisuelle doit être sélectionnée dans le cadre d'un festival dont la liste est arrêtée par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement arrête les conditions selon lesquelles une œuvre audiovisuelle peut bénéficier d'une aide à la promotion sans être sélectionnée dans le cadre d'un festival.

Art. 34. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la promotion, le producteur doit communiquer préalablement les documents suivants :

1° la preuve de la sélection officielle de l'œuvre audiovisuelle dans le cadre d'un festival faisant partie de la liste visée à l'article 33;

2° le plan et le budget de promotion de l'œuvre audiovisuelle;

3° une copie de l'œuvre sur un support à usage du grand public dans le cas où l'œuvre audiovisuelle n'a pas bénéficié d'une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV.

Art. 35. L'aide à la promotion n'est octroyée que si la demande est introduite dans le délai fixé par le Gouvernement.

Art. 36. Le montant de l'aide octroyée pour la promotion de l'œuvre audiovisuelle ne peut excéder la somme des dépenses éligibles prévues dans le budget visé à l'article 34, 2°.

Le montant de l'aide à la promotion est fixé en fonction du contenu culturel et des caractéristiques artistiques et techniques du projet arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête la liste des dépenses éligibles donnant droit à une aide à la promotion.

5.3. — CHAPITRE III. — *Aides à la promotion des longs métrages*

Art. 37. Sur la base des conditions d'octroi définies au présent chapitre, le Gouvernement peut octroyer des aides à la promotion de longs métrages.

La nature des aides à la promotion est une subvention.

Art. 38. La demande d'aide à la promotion est introduite par le producteur. L'aide est octroyée au producteur et/ou au distributeur selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 39. § 1^{er}. Il existe deux types d'aide à la promotion: l'aide à la promotion "au stade du tournage" et l'aide à la promotion "à la sélection en festivals ou à la sortie en salles".

§ 2. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion "au stade du tournage", il faut que l'œuvre audiovisuelle ait bénéficié d'une aide à la production d'un long métrage telle que visée au chapitre IV du titre IV;

§ 3. Pour pouvoir bénéficier de l'aide à la promotion "à la sélection en festivals ou à la sortie en salles", il faut que l'œuvre audiovisuelle :

1° soit bénéficie d'une diffusion dans un nombre minimum de salles de cinémas situées sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, avec un nombre minimum de séances. Le Gouvernement arrête ledit nombre selon que l'œuvre ait bénéficié ou non d'une aide à la production d'un long métrage telle que visée au chapitre IV du titre IV;

2° soit ait été sélectionnée dans le cadre d'un festival dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

§ 4. Une même œuvre audiovisuelle peut bénéficier de ces deux types d'aides.

Art. 40. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° le plan de promotion et de diffusion de l'œuvre audiovisuelle;

2° le budget de promotion de l'œuvre audiovisuelle;

3° le plan de sortie de l'œuvre audiovisuelle s'il s'agit d'une aide à la promotion visée à l'article 39 § 3, 1°;

4° pour les aides visées à l'article 39, § 3, 2°, la preuve de la sélection officielle de l'œuvre audiovisuelle dans le cadre d'un festival faisant partie de la liste visée à cet alinéa.

Art. 41. Le bénéficiaire doit s'engager à mettre gratuitement à la disposition de la Communauté française une copie de l'œuvre audiovisuelle afin de présenter celle-ci dans des manifestations soutenues par cette dernière et se déroulant après la sortie en salles en Belgique de ladite œuvre audiovisuelle.

Art. 42. L'aide à la promotion n'est octroyée que si la demande est introduite dans le délai fixé par le Gouvernement.

Art. 43. Le Gouvernement arrête le montant de l'aide à la promotion selon une grille de critères établis sur base des caractéristiques artistiques et techniques de réalisation et sur base du contenu culturel du projet.

Le Gouvernement arrête le montant pour chaque aide prévue à l'article 39.

Art. 44. Le montant de l'aide octroyée ne peut excéder la somme des dépenses éligibles prévues dans le budget visé à l'article 40, 2°.

Le Gouvernement arrête la liste des dépenses éligibles donnant droit à une aide à la promotion par catégorie visée à l'article 39.

5.4. — CHAPITRE IV. — *Primes au réinvestissement de longs métrages*

Art. 45. Sur la base des conditions d'octroi définies au présent chapitre, le Gouvernement octroie des primes au réinvestissement aux longs métrages.

La nature des primes au réinvestissement de longs métrages est une subvention.

Art. 46. La demande de prime au réinvestissement de longs métrages est introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles.

Art. 47. Pour pouvoir bénéficier d'une prime au réinvestissement de longs métrages, il faut respecter les critères de recevabilité suivants:

1° être un producteur d'œuvres audiovisuelles ou un distributeur d'œuvres audiovisuelles;

2° avoir introduit une déclaration de mise en chantier relative à l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée.

La déclaration de mise en chantier mentionne le genre du long métrage, son métrage présumé, son scénario, son devis ainsi que la date du début des prises de vue. Cette déclaration doit être introduite avant le début des prises de vue. Cette déclaration n'est pas requise pour les œuvres audiovisuelles soutenues dans le cadre du chapitre IV du titre IV;

3° présenter l'œuvre audiovisuelle avec les génériques de début et fin et dans un délai maximum de deux ans après l'établissement de la copie zéro;

4° projeter l'œuvre audiovisuelle dans les salles de cinéma relevant de la compétence de la Communauté française dans la version identique à celle présentée conformément au point 3°;

5° les projections effectuées plus de trois ans après la première sortie en distribution commerciale de l'œuvre audiovisuelle cessent de donner lieu à l'attribution de primes au réinvestissement.

Art. 48. La prime au réinvestissement de longs métrages ne peut dépasser le coût de l'œuvre audiovisuelle aidée et, en cas de coproduction, le montant de l'apport belge francophone, déduction faite de l'ensemble des aides publiques octroyées pour la production de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 49. § 1^{er}. Le montant de la prime au réinvestissement est égal à un pourcentage d'un montant de base déterminé selon les modalités fixées aux §§ 2, 3 et 4, pondéré conformément aux §§ 5 et 6.

§ 2. Le montant de base est établi en fonction de la recette brute annuelle d'un long métrage.

Par recette brute annuelle, on entend la recette d'exploitation du long métrage en salles de cinéma relevant de la compétence de la Communauté française pour l'année budgétaire considérée, c'est-à-dire le nombre d'entrées réalisées sur l'année multiplié par le prix du ticket en euros.

Sont seules prises en considération les projections postérieures à la date de l'introduction de la demande.

§ 3. Si la recette brute annuelle est comprise entre 0 et 180.000,00 euros, le montant de base correspond à cette recette brute annuelle.

Si la recette brute annuelle est comprise entre 180.000,01 et 420.000,00 euros, le montant de base correspond à $(180.000,00 + 0,8 \times (\text{recette brute annuelle} - 180.000,00))$ euros.

Si la recette brute annuelle est comprise entre 420.000,01 et 720.000,00 euros, le montant de base correspond à $(372.000,00 + 0,6 \times (\text{recette brute annuelle} - 420.000,00))$ euros.

Si la recette brute annuelle est comprise entre 720.000,01 et 1.200.000,00 euros, le montant de base correspond à $(552.000,00 + 0,4 \times (\text{recette brute annuelle} - 720.000,00))$ euros.

Si la recette brute annuelle est comprise entre 1.200.000,01 et 2.400.000,00 euros, le montant de base correspond à $(744.000,00 + 0,2 \times (\text{recette brute annuelle} - 1.200.000,00))$ euros.

Si la recette brute annuelle est supérieure à 2.400.000,00 euros, le montant de base correspond à 984.000,00 euros.

§ 4. Le Gouvernement arrête le pourcentage appliqué au montant de base.

§ 5. Le montant de base multiplié par le pourcentage est pondéré par un coefficient applicable au long métrage bénéficiant de la prime.

Le Gouvernement arrête les différents coefficients selon une grille de critères établis sur base des caractéristiques artistiques et techniques de réalisation des œuvres audiovisuelles.

§ 6. Si le total des primes calculées en vertu des §§ 1^{er} à 5 pour toutes les œuvres audiovisuelles éligibles est supérieur à l'enveloppe budgétaire attribuée aux primes au réinvestissement, le montant de chaque prime est réduit proportionnellement de manière à ce que le total des primes adaptées soit égal à l'enveloppe budgétaire attribuée aux primes au réinvestissement.

Art. 50. Le montant de la prime au réinvestissement de longs métrages est réparti comme suit :

- Septante pour cent pour le producteur de l'œuvre audiovisuelle;
- Trente pour cent pour le distributeur de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 51. La prime au réinvestissement de longs métrages est octroyée :

1° au producteur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la création d'une nouvelle œuvre audiovisuelle reconnue conformément à l'article 29 et respectant les caractéristiques artistiques et techniques arrêtées par le Gouvernement. Ce réinvestissement doit s'opérer dans les trois ans après l'octroi de l'aide;

2° au distributeur d'œuvres audiovisuelles sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la distribution d'une nouvelle œuvre audiovisuelle reconnue conformément à l'article 29 et respectant les caractéristiques artistiques et techniques arrêtées par le Gouvernement, et à la condition que la somme reçue soit majorée de cinquante pour cent par un apport propre du distributeur. Ce réinvestissement doit s'opérer dans les trois ans suivant l'octroi de l'aide.

Art. 52. Les demandes de prime au réinvestissement de longs métrages doivent être introduites selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

5.5. — CHAPITRE V. — *Primes au réinvestissement de courts métrages*

Art. 53. Sur la base des conditions d'octroi définies au présent chapitre, le Gouvernement octroie des primes au réinvestissement aux courts métrages.

La nature des primes au réinvestissement de courts métrages est une subvention.

Art. 54. La demande de prime au réinvestissement de courts métrages est introduite par le producteur d'œuvres audiovisuelles.

Art. 55. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier d'une prime au réinvestissement de courts métrages, il faut respecter les critères de recevabilité suivants :

1° être un producteur d'œuvres audiovisuelles ou une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen ayant la qualité de scénariste ou de réalisateur. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen, ayant la qualité de résident en Belgique, sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

2° avoir introduit une déclaration de mise en chantier relative à l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée.

La déclaration de mise en chantier mentionne le genre du court métrage, son métrage présumé, son scénario, son devis ainsi que la date du début des prises de vue. Cette déclaration doit être introduite avant le début des prises de vue. Cette déclaration n'est pas requise pour les œuvres audiovisuelles soutenues dans le cadre du chapitre IV du Titre IV;

3° l'œuvre audiovisuelle doit répondre à au moins deux des trois critères suivants :

- a) avoir été diffusée dans un nombre minimum de salles différentes avec un nombre minimum de spectateurs;
- b) avoir été vendue pour un montant minimum auprès d'éditeurs de services dont la couverture est au moins nationale;
- c) avoir été sélectionnée dans un nombre minimum de festivals dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

4° présenter l'œuvre audiovisuelle aux services du Gouvernement avec les génériques de début et fin, et dans un délai maximum de deux ans après l'établissement de la copie zéro;

5° diffuser l'œuvre audiovisuelle dans la version identique à celle présentée conformément au point 4°;

6° les diffusions effectuées plus de trois ans après la première diffusion publique de l'œuvre audiovisuelle cessent de donner lieu à l'attribution de primes au réinvestissement.

§ 2. Le Gouvernement arrête les conditions d'application des critères visés au tertio du § 1^{er}.

Art. 56. Par année, ne peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime au réinvestissement de courts métrages :

- 1° plus de deux épisodes d'une même série de courts métrages;
- 2° plus de deux courts métrages d'un même réalisateur;
- 3° plus de cinq courts métrages d'un même producteur d'œuvres audiovisuelles.

Art. 57. Le montant de la prime au réinvestissement de courts métrages est obtenu en répartissant l'enveloppe budgétaire de manière égale entre les courts métrages remplissant les conditions visées aux articles 55 et 56, sans toutefois dépasser le montant maximum visé à l'article 30, 1°.

La prime au réinvestissement de courts métrages ne peut dépasser le coût de l'œuvre audiovisuelle aidée et, en cas de coproduction, le montant de l'apport belge, déduction faite de l'ensemble des aides publiques octroyées pour la production de l'œuvre audiovisuelle.

Art. 58. La prime au réinvestissement de courts métrages est répartie comme suit:

- Quatre-vingt pour cent pour le producteur du court métrage;
- Dix pour cent pour le réalisateur du court métrage;
- Dix pour cent pour le scénariste du court métrage.

Art. 59. Les parts de la prime au réinvestissement de courts métrages sont octroyées :

- Soit sous forme de remboursement servant à couvrir les dépenses audiovisuelles éligibles dans le cadre du court métrage aidé. Le Gouvernement arrête lesdites dépenses éligibles;
- Soit sous forme d'un droit de tirage à exercer en réinvestissement sur la création d'une nouvelle œuvre audiovisuelle reconnue conformément à l'article 29. Ce réinvestissement doit se faire dans les trois ans suivant l'octroi de l'aide.

Art. 60. Les demandes de prime au réinvestissement de courts métrages doivent être introduites selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

6. — TITRE VI. — AIDES AUX OPERATEURS AUDIOVISUELS

6.1. — CHAPITRE I^{er}. — *Aides aux ateliers d'accueil, de production audiovisuelle et d'écoles*

6.1.1. — *Section I^{re}*. — Généralités.

Art. 61. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer une aide aux ateliers visés à l'article 62.

La nature des aides aux ateliers est une subvention dont les modalités sont fixées dans un contrat-programme d'une durée de cinq ans ou une convention d'une durée de deux ans.

Art. 62. Les ateliers ont pour objectif de soutenir la création d'œuvres audiovisuelles provenant d'auteurs, réalisateurs et producteurs résidant en Communauté française.

Il existe trois types d'ateliers :

1° les ateliers d'accueil ont pour mission principale d'accompagner le travail de création et de production des œuvres audiovisuelles professionnelles. Ils ont également pour mission de soutenir ces œuvres par la coproduction et d'en assurer la promotion et la diffusion tant en Belgique qu'à l'étranger;

2° les ateliers de production ont pour mission principale de réaliser, produire et/ou coproduire des œuvres audiovisuelles. Ils ont également pour mission d'en assurer la promotion et la diffusion. Ces ateliers travaillent dans une perspective de sensibilisation du public ou de valorisation du patrimoine culturel;

3° les ateliers d'écoles ont pour objectif de permettre la réalisation des œuvres audiovisuelles des étudiants inscrits au sein des écoles, notamment les travaux de fins d'études. Ces ateliers sont associés à une ou plusieurs écoles d'enseignement supérieur artistique.

Art. 63. Le Gouvernement arrête, par type d'atelier, les montants minimum et maximum des aides pouvant être octroyées aux ateliers.

6.1.2. — Section II. — Conditions d'octroi

Art. 64. Pour pouvoir bénéficier d'une convention, l'atelier doit remplir les critères de recevabilité suivants :

1° être une personne morale;

2° définir son activité principale selon les types d'ateliers visés à l'article 62;

3° justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur de l'audiovisuel;

4° ne pas bénéficier d'un contrat-programme en vertu du présent chapitre;

5° par ses activités, s'engager en faveur de la diversité culturelle;

6° pour les ateliers visés à l'article 62, 1° et 62, 2°, privilégier les premières œuvres, ainsi qu'un accès et une participation large du public;

7° valoriser la pluralité des expressions;

8° promouvoir la recherche et l'expérimentation sur les plans technique et esthétique, valoriser l'originalité et l'authenticité des sujets, valoriser les choix créatifs dans l'écriture et dans la réalisation;

9° valoriser et développer le patrimoine culturel de la Communauté française;

10° développer l'ensemble des activités visées aux points 5° à 7° sur le territoire relevant de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et veiller à développer celles-ci à un niveau belge et international.

Art. 65. Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, outre les conditions visées à l'article 64, 1° à 10°, les ateliers doivent avoir bénéficié d'une convention pendant deux ans.

6.1.3. — Section III. — Procédure d'octroi

Art. 66. § 1^{er}. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant l'atelier qui introduit la demande;

2° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée l'aide;

3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent;

4° pour la durée de la convention ou du contrat-programme :

a) un plan financier afférent à ce projet;

b) le volume des activités prévues;

c) la description du public visé;

5° un descriptif des activités menées durant les deux dernières années au minimum pour le contrat-programme et les trois dernières années pour la convention.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

Art. 67. § 1^{er}. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide, sur sa nature et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité de l'atelier et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° la pertinence du dossier transmis conformément à l'article 66 § 1^{er};

2° la qualité artistique et culturelle du projet;

3° sa capacité de rayonnement sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, au plan belge ou international;

4° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet artistique.

La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et réalisateurs de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

§ 2. Sur la base des éléments et critères visés aux articles 66 et 67 § 1^{er}, la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels peut requalifier une demande portant sur l'obtention d'un contrat-programme en convention.

6.1.4. — Section IV. — Contenu

Art. 68. § 1^{er}. La convention contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;

3° les missions et les objectifs dévolus à l'atelier en fonction de ses activités spécifiques;

4° les engagements d'équilibre financier de l'atelier;

5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement de la convention;

6° le délai dans lequel l'atelier transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

§ 2. Outre les éléments visés au § 1^{er}, le contrat-programme contient les éléments suivants :

1° pour la durée du contrat-programme :

- a) le volume d'emploi;
- b) la part totale des charges affectées au fonctionnement de l'atelier et celle affectée à la production des œuvres;
- c) le volume d'activités prévues.

2° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française.

6.1.5. — Section V. — Evaluation

Art. 69. À l'issue de chaque exercice, l'atelier communique à l'administration un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° le respect des missions et objectifs dévolus à l'atelier;
- 4° la liste des productions en cours et terminées.

6.1.6. — Section VI. — Renouvellement.

Art. 70. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention ou le contrat-programme, l'atelier informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement de la convention ou du contrat-programme.

Dans ce cas, l'atelier transmet à l'administration une actualisation des documents visés à l'article 66, §1^{er} ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention ou du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'une convention ou d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'une convention ou d'un contrat-programme.

6.1.7. Section VII. — Rôle de l'observateur

Art. 71. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration d'un atelier bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions.

6.2. — CHAPITRE II. — Aides aux structures de promotion et de diffusion d'œuvres audiovisuelles

6.2.1. — Section I^{re}. — Dispositions communes

Art. 72. Le Gouvernement arrête le ou les montants minimum et maximum pouvant être octroyés, pour chaque aide aux structures de promotion et de diffusion d'œuvres audiovisuelles visée au présent chapitre.

Le Gouvernement arrête la date limite de dépôt de chaque demande d'aide visée au présent chapitre.

6.2.2. — Section II. — Aides aux distributeurs d'œuvres audiovisuelles

6.2.2.1. — Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 73. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer une aide aux distributeurs d'œuvres audiovisuelles.

La nature de l'aide est une subvention.

6.2.2.2. — Sous-section 2. — Conditions d'octroi.

Art. 74. Pour pouvoir bénéficier d'une aide, le distributeur d'œuvres audiovisuelles doit remplir les critères de recevabilité suivants :

- 1° être une personne morale;
- 2° par ses activités, s'engager en faveur de la diversité culturelle;
- 3° avoir pour objectif principal la diffusion et la promotion du cinéma en général, dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions, et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'expression française;
- 4° avoir distribué l'année précédant la demande au minimum cinq longs métrages en première sortie dans les salles de cinéma belges;
- 5° avoir distribué l'année précédant la demande un minimum de cinquante pour cent d'œuvres audiovisuelles d'art et essai.

Art. 75. § 1^{er}. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

- 1° la liste de toutes les œuvres audiovisuelles nouvelles distribuées au cours de l'année précédente;
- 2° pour chaque œuvre audiovisuelle d'art et essai :
 - a) le titre;
 - b) le nom du réalisateur;
 - c) le nombre maximum de copies en exploitation en Belgique;
 - d) les salles où l'œuvre audiovisuelle a été exploitée;
 - e) le nombre d'entrées réalisées en Belgique arrêté au 1^{er} mars de l'année suivant la sortie de l'œuvre audiovisuelle;
 - f) le box-office;
 - g) les sous-titrages;
 - h) la liste des dépenses liées à sa sortie et établie après celle-ci.

- 3° les statuts de la société;
- 4° la liste des activités périphériques.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

6.2.2.3. — Sous-section 3. — Procédure d'octroi

Art. 76. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur son montant. À cette fin, elle apprécie, sur la base des documents prévus à l'article 75, § 1^{er}, les critères d'évaluation suivants :

- 1° le nombre et le pourcentage d'œuvres audiovisuelles d'art et essai distribuées;
- 2° le nombre de spectateurs des œuvres audiovisuelles d'art et essai;
- 3° le nombre de spectateurs pour les œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'expression française;
- 4° le nombre de copies par œuvre audiovisuelle d'art et essai belge d'expression française;
- 5° la qualité du travail de distribution, en lien notamment avec le budget de promotion par œuvre audiovisuelle d'art et essai;
- 6° l'ampleur de la diffusion, notamment en Belgique et sur les territoires des Etats membres de l'Espace économique européen;
- 7° le ou les sous-titrages;
- 8° la collaboration avec les salles de cinéma aidées dans le cadre de la section IV;
- 9° les actions particulières en faveur des œuvres audiovisuelles d'art et essai.

6.2.2.4. — Sous-section 4. — Evaluation

Art. 77. A l'issue de chaque exercice, le distributeur d'œuvres audiovisuelles transmet un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° le respect des missions et objectifs dévolus aux distributeurs d'œuvres audiovisuelles.

6.2.3. — Section III. — Aides aux festivals de cinéma

6.2.3.1. — Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 78. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer une aide aux organisateurs de festivals de cinéma.

La nature des aides aux organisateurs de festivals de cinéma est une subvention dont les modalités sont fixées dans un contrat-programme d'une durée de cinq ans ou une convention d'une durée d'un an.

6.2.3.2. — Sous-section 2. — Conditions d'octroi

Art. 79. Pour pouvoir bénéficier d'une convention, l'organisateur de festival doit remplir les critères de recevabilité suivants :

- 1° être une personne morale;
- 2° par ses activités, s'engager en faveur de la diversité culturelle;
- 3° avoir pour objectif principal via l'organisation de festival, la diffusion et la promotion du cinéma, dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions, et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'expression française ou émanant de cinématographies peu diffusées en Communauté française;
- 4° privilégier un accès et une participation large du public.

Art. 80. Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, outre les conditions prévues par l'article 79, l'organisateur de festival doit également :

- 1° développer ou accueillir des activités en rapport avec le milieu professionnel audiovisuel et/ou développer ou accueillir des actions d'éducation permanente et d'éducation et de sensibilisation au cinéma;
- 2° avoir bénéficié d'une convention pendant trois années consécutives.

6.2.3.3. — Sous-section 3. — Procédure d'octroi

Art. 81. § 1^{er}. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

- 1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant l'organisateur de festival qui introduit la demande;
- 2° une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée;
- 3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent;
- 4° le choix motivé du demandeur de solliciter soit une convention, soit un contrat-programme;
- 5° pour la durée de la convention :
 - a) le plan financier afférent à ce projet;
 - b) le volume des activités prévues;
 - c) le plan de diffusion ou de promotion du projet;
 - d) la description du ou des publics visés;
 - e) la politique des prix et d'accès au public.
- 6° si la demande porte sur un contrat-programme, outre les éléments visés aux points 1° à 5°, la demande d'aide comportera :
 - a) un descriptif détaillé des activités menées dans les trois dernières années;
 - b) le volume d'emploi envisagé pour la durée du contrat-programme.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

Art. 82. § 1^{er}. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité du festival et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la pertinence du dossier transmis conformément à l'article 81, § 1^{er};
- 2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;
- 3° la qualité du projet et sa plus-value pour le développement et la promotion du cinéma en Communauté française;
- 4° sa capacité de rayonnement;
- 5° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet culturel.

§ 2. Sur la base des éléments et critères visés aux articles 81 et 82, § 1^{er}, la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels peut requalifier une demande portant sur l'obtention d'un contrat-programme en convention.

6.2.3.4. — Sous-section 4. — Contenu

Art. 83. § 1^{er}. La convention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions et les objectifs dévolus à l'organisateur de festival en fonction de ses activités spécifiques;
- 4° les obligations de l'organisateur de festival à l'égard de la Communauté française, notamment en termes de visibilité;
- 5° les engagements d'équilibre financier de l'organisateur de festival;
- 6° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention;
- 7° le délai dans lequel l'organisateur de festival transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

§ 2. Outre les éléments visés au § 1^{er}, le contrat-programme contient les éléments suivants :

- 1° pour la durée du contrat-programme :
 - a) le volume d'emploi;
 - b) la part totale des charges affectées aux frais de fonctionnement et celle affectée aux activités;
 - c) le volume d'activités prévu.
- 2° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française.

6.2.3.5. — Sous-section 5. — Evaluation

Art. 84. À l'issue de chaque exercice, l'organisateur de festival transmet un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° le respect des missions et objectifs dévolus au festival.

6.2.3.6. — Sous-section 6. — Renouvellement

Art. 85. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention ou le contrat-programme, l'organisateur de festival informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement de la convention ou du contrat-programme.

Dans ce cas, l'organisateur de festival transmet à l'Administration une actualisation des documents visés à l'article 81 § 1^{er} ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention ou du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'une convention ou d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'une convention ou d'un contrat-programme

6.2.3.7. — Sous-section 7. — Rôle de l'observateur

Art. 86. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration du festival bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions.

6.2.4. — Section IV. — Aides aux exploitants de salles de cinéma.

6.2.4.1. — Sous-section 1^{re}. — Généralités.

Art. 87. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer une aide aux exploitants de salles de cinéma.

La nature des aides aux exploitants de salles de cinéma est une subvention prenant la forme d'un contrat-programme valable pour une durée de cinq ans ou d'une convention d'une durée de deux ans.

6.2.4.2. — Sous-section 2. — Conditions d'octroi.

Art. 88. Pour pouvoir bénéficier d'une aide, l'exploitant de salles de cinéma remplit les critères de recevabilité suivants :

- 1° être une personne morale;
- 2° assurer la diffusion et la promotion du cinéma d'art et essai en général dans l'objectif de favoriser la diversité culturelle. Le Gouvernement arrête la proportion minimale d'œuvres audiovisuelles d'art et essai programmées;
- 3° avoir pour objectif principal la diffusion et la promotion du cinéma, dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions, et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'expression française ou émanant de cinématographies peu diffusées en Communauté française;

4° privilégier un accès et une participation large du public;

5° développer des actions d'éducation permanente, et d'éducation et de sensibilisation au cinéma.

Art. 89. Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, outre les conditions visées à l'article 88, l'exploitant de salles de cinéma doit avoir bénéficié d'une convention pendant deux ans.

6.2.4.3. — Sous-section 3. — Procédure d'octroi.

Art. 90. § 1^{er}. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant l'exploitant de salles de cinéma qui introduit la demande;

2° une description du projet d'activités pour lequel l'aide est sollicitée;

3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent;

4° le choix motivé du demandeur de solliciter soit une convention, soit un contrat-programme;

5° pour la durée de la convention :

a) le plan financier afférent à ce projet;

b) le volume des activités prévues;

c) le plan de promotion du projet;

d) la description du ou des publics visés;

e) la politique des prix et d'accès au public.

6° si la demande porte sur un contrat-programme, outre les éléments visés aux points 1° à 5°, la demande d'aide comportera:

a) un descriptif détaillé des activités menées durant les trois dernières années;

b) le volume d'emploi envisagé pour la durée du contrat-programme.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

Art. 91. § 1^{er}. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° la pertinence du dossier visé à l'article 90, § 1^{er};

2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

3° les actions vers le public;

4° la qualité du projet et sa plus-value pour le développement et la promotion du cinéma en Communauté française;

5° sa capacité de rayonnement sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet culturel.

§ 2. Sur la base des éléments et critères repris aux articles 90 et 91, §1^{er}, la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels peut requalifier une demande portant sur l'obtention d'un contrat-programme en convention.

6.2.4.4. — Sous-section 4. — Contenu

Art. 92. § 1^{er}. La convention contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;

3° les missions et les objectifs dévolus à l'exploitant de salles de cinéma en fonction de ses activités spécifiques;

4° les obligations de l'exploitant de salles de cinéma à l'égard de la Communauté française, notamment en termes de visibilité;

5° les engagements d'équilibre financier de l'exploitant de salles de cinéma;

6° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention;

7° le délai dans lequel l'exploitant de salles de cinéma transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

§ 2. Outre les éléments visés au § 1^{er}, le contrat-programme contient les éléments suivants :

1° pour la durée du contrat-programme :

a) le volume d'emploi;

b) la part totale des charges affectées aux frais de fonctionnement et celle affectée aux activités.

c) le volume d'activités prévu.

2° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française.

6.2.4.5. — Sous-section 5. — Evaluation

Art. 93. À l'issue de chaque exercice, l'exploitant de salles de cinéma transmet un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

1° un rapport moral;

2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;

3° le respect des missions et objectifs dévolus à l'exploitant de salles de cinéma.

6.2.4.6. — Sous-section 6. — Renouvellement

Art. 94. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention ou le contrat-programme, l'exploitant de salles de cinéma informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement de la convention ou du contrat-programme.

Dans ce cas, l'exploitant de salles de cinéma transmet à l'Administration une actualisation des documents visés à l'article 90 § 1^{er} ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention ou du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'une convention ou d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'une convention ou d'un contrat-programme

6.2.4.7. — Sous-section 7. — Rôle de l'observateur

Art. 95. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration d'un exploitant de salles de cinéma bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions.

6.2.5. — Section V. — Aides aux structures de diffusion numérique

6.2.5.1. — Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 96. Après avis de la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels, le Gouvernement peut octroyer des aides à des structures de diffusion numérique d'œuvres audiovisuelles autre que la diffusion en salles de cinéma.

La nature des aides aux structures de diffusion numérique est une subvention prenant la forme d'une convention.

6.2.5.2. — Sous-section 2. — Conditions d'octroi.

Art. 97. Pour pouvoir bénéficier d'une aide, la structure de diffusion remplit les critères de recevabilité suivants :

1° être une personne morale;

2° avoir pour objet social principal la diffusion et la promotion des œuvres audiovisuelles dans une démarche de valorisation de la pluralité des expressions, et plus particulièrement des œuvres audiovisuelles d'art et essai belges d'expression française ou émanant de cinématographies peu diffusées en Communauté française.

6.2.5.3. — Sous-section 3. — Procédure d'octroi.

Art. 98. § 1^{er}. La demande d'aide comporte les éléments suivants :

1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant la structure de diffusion numérique qui introduit la demande;

2° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée l'aide;

3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent, s'il échet;

4° pour la durée de la convention :

a) le plan financier afférent à ce projet;

b) le volume des activités prévues;

c) le plan de promotion du projet;

d) un descriptif des activités menées durant les trois dernières années si la structure de diffusion existe depuis au moins trois ans;

e) le volume d'emploi;

f) la politique des prix et d'accès.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

Art. 99. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels émet un avis motivé sur l'opportunité de conclure une convention, sur la durée et le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

1° la pertinence du dossier transmis conformément à l'article 98, §1^{er};

2° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française;

3° la qualité du projet et sa plus-value pour le développement et la promotion des œuvres audiovisuelles en Communauté française;

4° le public visé et la capacité de rayonnement en Communauté française ou au plan international;

5° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet culturel.

6.2.5.4. — Sous-section 4. — Contenu

Art. 100. La convention contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;

3° les missions et les objectifs dévolus à la structure de diffusion numérique en fonction de ses activités spécifiques;

4° les obligations de la structure de diffusion numérique à l'égard de la Communauté française, notamment en termes de visibilité;

5° pour la durée de la convention :

a) le volume d'emploi;

b) le volume d'activités prévu;

c) la part totale des charges affectées aux frais de fonctionnement et celle affectée aux activités;

6° les engagements d'équilibre financier de la structure de diffusion numérique;

- 7° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française;
- 8° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention;
- 9° le délai dans lequel la structure de diffusion numérique transmet son rapport d'activités et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

6.2.5.5. — Sous-section 5. — Evaluation

Art. 101. A l'issue de chaque exercice, la structure de diffusion numérique transmet un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° le respect des missions et objectifs dévolus à la structure de diffusion.

6.2.5.6. — Sous-section 6. — Rôle de l'observateur.

Art. 102. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration au sein de chaque structure de diffusion numérique bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions.

7. — TITRE VII. — AIDES À LA FORMATION

Art. 103. Le Gouvernement octroie des aides visant à faciliter la participation des professionnels à des formations nationales et internationales dans le domaine audiovisuel.

La nature de l'aide à la formation est une subvention destinée à couvrir les frais d'inscription du participant à la formation.

Art. 104. La demande d'aide doit être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles ou par une personne physique de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non membre de l'Espace économique européen et les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique sont assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen.

Art. 105. Pour pouvoir bénéficier d'une aide à la formation :

- 1° la formation souhaitée doit être incluse dans une liste arrêtée par le Gouvernement;
- 2° la demande d'aide doit être introduite avant la date à laquelle la formation se déroule.

Art. 106. Le Gouvernement arrête le ou les montants minimum et maximum pouvant être octroyés pour les aides à la formation.

Le montant de l'aide octroyée par le Gouvernement ne peut excéder cinquante pour cent des frais d'inscription à la formation.

Art. 107. L'aide est octroyée automatiquement selon l'ordre de réception des demandes éligibles, jusqu'à liquidation de l'enveloppe budgétaire annuelle.

Art. 108. A l'issue de la formation, le bénéficiaire présente un rapport relatif à la formation à laquelle il a participé. Le Gouvernement détermine le modèle de rapport à remettre par le bénéficiaire.

8. — TITRE VIII. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES, TRANSITOIRES, ABROGATOIRES ET FINALES

8.1. — CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Art. 109. Dans l'article 8 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, l'alinéa 2 est complété comme suit : "à moins que le décret portant création de l'instance d'avis ne prévoit un autre système de remplacement".

Art. 110. Dans l'article 2 de l'arrêté du 23 juin 2006 du Gouvernement de la Communauté française instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Par dérogation, les membres de la Commission de Sélection des Films sont nommés pour un mandat d'une durée de trois ans. Le mandat de ces membres n'est pas renouvelable. Un délai de trois ans est indispensable entre deux mandats. » .

Art. 111. Dans l'article 4, 1° du même arrêté les mots "et, pour les instances d'avis du secteur cinématographique et audiovisuel, le secrétaire général ou son délégué" sont insérés après les mots "de l'Inspection générale".

Art. 112. Dans le titre II du même arrêté, il est inséré le chapitre suivant :

« Chapitre VI. — Du secteur cinématographique et audiovisuel

Section I^{re}. — Disposition commune

Article 68/1. Pour les instances d'avis visées par le présent chapitre, le Gouvernement établit une liste composée d'un nombre de membres suppléants au moins égal à la moitié du nombre de membres effectifs de ladite commission.

Le membre suppléant siége en cas d'absence du membre effectif qu'il remplace.

Section II. — Du Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel

Article 68/2. § 1^{er}. Le Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel a pour mission de remettre à la demande du Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions des avis sur toute question de politique relative à la production et à la diffusion cinématographique et audiovisuelle.

§ 2. Le Comité de concertation est consulté sur toute question relative au décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle et à ses arrêtés d'application.

§ 3. Le Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel est composé de seize membres avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° l'Administrateur général de la Communauté française ayant l'audiovisuel dans ses attributions, ou son délégué, qui le préside;

2° cinq représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées, actives essentiellement pour les auteurs, scénaristes, réalisateurs, acteurs et comédiens;

3° cinq représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées, actives essentiellement pour les producteurs d'œuvres audiovisuelles et ateliers de cinéma;

4° quatre représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées, actives essentiellement pour les distributeurs d'œuvres audiovisuelles et les exploitants de salles de cinéma;

5° un représentant d'organisation représentative d'utilisateurs agréée, active pour le multimédia.

§ 4. À défaut d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées, il peut être désignés des experts ou professionnels justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans les domaines visés ci-dessus.

§ 5. En sus des membres visés au § 3, le Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel est composé des membres avec voix consultative suivants :

- un représentant par instance d'avis prévue dans le cadre du présent chapitre;
- un représentant de la RTBF;
- un représentant des télévisions locales;
- trois représentants des éditeurs de services télévisuels privés;
- trois représentants des distributeurs de services télévisuels;
- un expert ou professionnel justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine de l'investissement audiovisuel à vocation économique;
- un expert ou professionnel justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans l'organisation de festivals de cinéma;
- un expert ou professionnel justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans les métiers techniques de l'audiovisuel.

Section III. — De la Commission de Sélection des Films

Article 68/3. La Commission d'aide aux œuvres audiovisuelles, ci-après dénommée la "Commission de Sélection des Films", donne les avis prévus par le titre IV du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

Article 68/4. La Commission de Sélection des Films est composée de cinquante-cinq membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

- 1° vingt-huit professionnels justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du cinéma ou de l'audiovisuel;
- 2° vingt-trois représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 3° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques.

Section IV. — De la Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels

Article 68/5. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels donne les avis prévus par le titre VI du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle.

Article 68/6. La Commission d'aide aux opérateurs audiovisuels est composée de dix-huit membres effectifs avec voix délibérative nommés par le Gouvernement et répartis comme suit :

- 1° quatre professionnels justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel :
 - un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de la production;
 - un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de la réalisation;
 - un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de l'éducation aux médias;
 - un professionnel justifiant d'une expérience dans le secteur de l'animation socioculturelle et de l'éducation permanente;
- 2° trois experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel :
 - un expert justifiant d'une expérience dans le secteur de la presse écrite cinématographique;
 - un expert justifiant d'une expérience dans le secteur de la presse audiovisuelle cinématographique;
 - un expert justifiant d'une expérience dans le secteur de la presse cinématographique sur Internet;
- 3° sept représentants d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées;
- 4° quatre représentants de tendances idéologiques et philosophiques. »

Art. 113. Dans l'article 1^{er}, 11°, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les mots "l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes" sont remplacés par les mots "le Chapitre I^{er} du titre VI du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle à l'exception des ateliers d'école visés à l'article 62, 3°".

Art. 114. Dans l'article 28 du même décret, le mot "reconnu" est remplacé par le mot "subventionné".

8.2. — CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 115. Aussi longtemps que l'article 5 n'a pas fait l'objet de dispositions d'application spécifiques, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel continue à bénéficier des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1995 relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel".

Art. 116. Sans préjudice de l'article 121, 1^o, la liquidation des subventions à la diffusion relatives aux recettes 2011 en application des articles 23 à 26 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française sera effectuée en 2012.

Art. 117. Sans préjudice de l'article 121, 2^o, les ateliers conservent le bénéfice des subventions octroyées en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990, précité, pour l'année 2012, en ce compris la liquidation de la seconde tranche de subvention en 2013.

Art. 118. Les opérateurs visés au chapitre II du titre VI qui ont conclu, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, une convention avec le Gouvernement de la Communauté française ou, pour ce qui concerne les organisateurs de festivals qui ne sont pas conventionnés mais ont obtenu des subventions pendant une période ininterrompue de trois ans précédant l'entrée en vigueur du décret, en conservent le bénéfice jusqu'à la conclusion d'un contrat-programme en application du présent décret et au plus tard jusqu'à l'échéance de ladite convention ou jusque fin 2012 pour ce qui concerne les organisateurs de festivals subventionnés.

Art. 119. La Commission de Sélection de films culturels créée par l'article 11 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française continue à fonctionner jusqu'à la constitution de la Commission d'aide aux œuvres audiovisuelles créée en application du présent décret.

La Commission de Sélection de films visée à l'alinéa 1^{er} remet les avis visés aux chapitres I^{er} à IV du titre IV.

Art. 120. Le Comité de concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 1996 portant création du Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel continue à fonctionner tant qu'il n'est pas remplacé par le Comité de concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel créé en application du présent décret.

Art. 121. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française tel que modifié par les arrêtés royaux des 17 février 1976, 4 avril 1995, 25 mars 1996, 21 décembre 1998, 5 mai 1999 et 18 décembre 2001 à l'exception du chapitre III qui est abrogé à une date déterminée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2013;

2^o l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes;

3^o à une date déterminée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2013, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 1996 portant création du Comité de concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel tel que modifié par les arrêtés des 18 septembre 1996, 21 mai 1997 et 20 mars 2003;

4^o le chapitre I^{er} du décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement.

Art. 122. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 à l'exception de l'article 112 qui entre en vigueur lors de la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 novembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. Projet de décret, n^o 255-1. — Amendements de commission, n^o 255-2. — Rapport, n^o 255-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 9 novembre 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3245

[C — 2011/29587]

10 NOVEMBER 2011. — Decreet betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

1. — TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN**1.1. — HOOFDSTUK I. — *Definities***

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° Korte film :

Het audiovisuele werk dat voornamelijk bestemd is voor verspreiding in de bioscoopzalen en waarvan de duur korter is dan of gelijk is aan 60 minuten.

2° Verdeler van televisiediensten :

Elke rechtspersoon die het publiek één of meer televisiediensten ter beschikking stelt op ongeacht welke wijze, inzonderheid door middel van terrestrische radiogolven, de satelliet of een teledistributienetwerk. Het dienstenaanbod kan diensten omvatten die door de persoon zelf worden uitgegeven en diensten die door derden met wie hij contractuele betrekkingen heeft, worden uitgegeven. Als dienstenverdelers worden eveneens beschouwd, elke rechtspersoon die een dienstenaanbod samenstelt, door contractuele betrekkingen met andere verdelers aan te knopen.

3° Verdeler van audiovisuele werken :

Elke rechtspersoon die cumulatief beantwoordt aan de volgende criteria :

1° zijn maatschappelijk doel behoort hoofdzakelijk tot de audiovisuele sector en hij stelt administratief of artistiek personeel tewerk met inachtneming van de geldende sociale wetgeving;

2° hij beschikt over de rechten die noodzakelijk zijn voor de verdeling van een audiovisueel werk op het betrokken grondgebied;

3° hij verdeelt het audiovisueel werk op zijn grondgebied;

4° hij moet de daarbij horende verdelingskosten betalen;

4° Uitgever van televisiediensten :

De natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de editoriale verantwoordelijkheid voor de keuze van de inhoud van de televisiedienst neemt en die de wijze bepaalt waarop hij wordt georganiseerd.

5° Exploitant van een bioscoopzaal (bioscoopzalen) :

De rechtspersoon die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoort en die beschikt over een handelsbedrijf met een enkel scherm of met verschillende schermen, op dezelfde plaats en onder dezelfde handelsnaam, met uitsluiting van de polyvalente zalen van de filmclubs en de culturele centra. Worden eveneens als een enkele bioscoopzaal beschouwd, de bedrijven met een enkel scherm of met verschillende schermen, die gelegen zijn op verschillende plaatsen van één zelfde stad en die eigendom zijn van hetzelfde handelsbedrijf of waarvan de programmering van de zalen door dezelfde organisatie wordt verricht.

6° Lange film :

Het audiovisuele werk dat voornamelijk bestemd is voor verspreiding in de bioscoopzalen en waarvan de duur langer is dan 60 minuten.

7° Audiovisueel werk :

Het audiovisuele werk dat beantwoordt aan de definitie van het audiovisuele fictiewerk of aan de definitie van het documentaire audiovisuele werk, met uitzondering van de volgende categorieën :

1° het televisieplateauprogramma, met inbegrip van het programma dat documentaire of fictionele sequenties uitzendt;

2° het televisieontspanningsprogramma, met inbegrip van het programma dat een scenario, een inscenering of een montage omvat of dat een zekere vorm van realiteit vertoont;

3° het televisuele programma dat op fictieve wijze plateauprogramma's vertoont;

4° de actualiteitsreportage;

5° de informatiemagazine;

6° het gewone opnamen, zonder wijziging van de inscenering of van de montage, van een levend spektakel, als dat spektakel onafhankelijk van het televisuele programma bestaat.

8° Audiovisueel kunst- en essaywerk :

Het audiovisuele werk dat voldoet aan ten minste één van de volgende criteria :

1° de visie weergeven van een auteur, waarbij de film als een kunst discipline wordt beschouwd en bij het maken van het script en het regisseren vooral gepoogd wordt zijn opvatting van het werk trouw te blijven;

2° een onderzoeks- of vernieuwingsaspect vertonen op het gebied van de audiovisuele sector;

3° recent zijn, en de eisen van de kritiek en de gunst van het publiek verzoenen, en kunnen beschouwd worden als een aanzienlijke bijdrage voor de creatie van audiovisuele werken.

9° Audiovisueel fictiewerk :

Het audiovisuele werk dat aan alle volgende criteria voldoet :

1° een creatie van de verbeelding zijn, ook al wil het een realiteit weergeven;

2° een geënceneerd werk zijn waarvan de productie steunt op een scenario, ook voor de films die improvisatie vrije uiting geven en waarvan het regisseren, met uitzondering van de animatiewerken, voornamelijk steunt op de prestatie van uitvoerend kunstenaars.

Die definitie omvat de audiovisuele animatiewerken.

10° Documentair audiovisueel werk :

Het audiovisuele werk dat aan alle volgende criteria voldoet :

1° een creatie zijn die een element uit de realiteit voorstelt, buiten de behandeling ervan die tot de animatie behoort;

2° de visie van een auteur hebben, gekenmerkt door diepgaand nadenken, rijping van het behandelde onderwerp, onderzoek en maken van een script;

3° de verwerving van kennis mogelijk maken;

4° het onderwerp behandelen, met een duidelijke onderscheiding van een programma met een strikt informatiedoel;

5° van duurzaam belang zijn, anders dan als archief.

11° Experimenteel audiovisueel werk :

Het audiovisuele werk dat, door zijn vorm of zijn inhoud, een visie voorstelt die de vernieuwing of de uitbreiding van de film- en audiovisuele expressie inhoudt, en die afstand doet van de traditionele verhalende schema's, om te komen tot een individueel of ambachtelijk werk, buiten alle normen.

12° Televisueel eenheidswerk :

Het audiovisuele eenheidswerk dat prioritair bestemd is voor de verspreiding door een uitgever van televisiediensten.

13° Organisator van een filmfestival :

De rechtspersoon die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoort en audiovisuele werken programmeert in het kader van een evenement dat in de tijd en de ruimte beperkt is. De manifestatie wordt gekenmerkt door een brede waaier van geprogrammeerde werken en heeft als hoofddoel de verspreiding van de werken zowel naar het grote publiek als naar een nationaal of internationaal professioneel publiek, met het oog op de ontwikkeling en de promotie van de filmsector als kunstdiscipline.

14° Producent van audiovisuele werken :

Iedere onafhankelijke producent van audiovisuele werken, opgericht in de vorm van een rechtspersoon die aan alle volgende criteria voldoet :

1° waarvan het maatschappelijk doel hoofdzakelijk tot de audiovisuele sector behoort, die administratief of artistiek personeel tewerkstelt met inachtneming van de toepasselijke sociale wetgeving;

2° de financiële middelen, het personeel en alle gegevens ter beschikking stellen, die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van een audiovisueel werk;

3° een rechtspersoonlijkheid hebben die verschilt van die van een dienstenuitgever;

4° niet op een rechtstreekse of onrechtstreekse wijze over meer dan vijftien procent van het kapitaal van een dienstenuitgever beschikken;

5° niet meer dan negentig procent van zijn omzet, gedurende een periode van drie jaar, halen uit de verkoop van de producties aan één zelfde dienstenuitgever;

6° waarvan het kapitaal niet rechtstreeks of onrechtstreeks voor meer dan vijftien procent in het bezit is van één dienstenuitgever;

7° waarvan het kapitaal niet door meer dan vijftien procent in het bezit is van een maatschappij die rechtstreeks of onrechtstreeks meer dan vijftien procent van het kapitaal van een dienstenuitgever bezit.

15° Televisieserie : het audiovisuele werk met verschillende afleveringen dat prioritair bestemd is voor de uitzending door een televisiedienstenuitgever.

16° Televisiedienst : een dienst die ressorteert onder de editoriale verantwoordelijkheid van een televisiedienstenuitgever waarvan het hoofddoel bestaat in het uitzenden aan het publiek van televisieprogramma's door elektronische communicatienetwerken met het oog op het informeren, ontspannen en opvoeden of het verrichten van een handelscommunicatie.

1.2. — HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. § 1. De in dit decreet bedoelde steun wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De begunstigde verbindt er zich toe de toegekende steun te gebruiken overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen, inzonderheid inzake auteursrechten en naburige rechten alsook inzake sociaal en fiscaal recht.

§ 3. Bij overtreding van de in § 2 bedoelde regeling, vraagt de Franse Gemeenschap de teruggave van het geheel of een deel van de steun.

Art. 3. § 1. Voor de verlening van steun in de zin van dit decreet komen niet in aanmerking :

1° de audiovisuele werken met een reclame-, wetenschappelijk, actualiteits- of didactisch doel, met uitzondering van de didactische werken met een artistieke of literaire inslag;

2° de audiovisuele werken met een pornografisch of racistisch karakter, deze die tot geweld aanzetten en deze die aanzetten tot de schending van de rechten van de mens;

3° de audiovisuele werken die door de overheid worden besteld;

4° de audiovisuele bedrijfswerken.

§ 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen in verband daarmee, kan de subsidie niet worden toegekend aan rechtspersonen of natuurlijke personen die behoren tot een instelling of een vereniging waarvan bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing werd vastgesteld dat ze niet de democratische beginselen in acht nemen zoals die bepaald zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en bij de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Art. 4. De Regering stelt de procedures vast voor de toekenning en de uitbetaling van de steun die bij toepassing van dit decreet wordt toegekend.

Het steungeld kan alleen worden uitbetaald aan begunstigen waarvan het hoofdverblijf, de maatschappelijke zetel of het vaste agentschap gelegen is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

2. — TITEL II. — CENTRUM VOOR DE FILM EN DE AUDIOVISUELE SECTOR

Art. 5. Het centrum voor de film en de audiovisuele sector is een staatsdienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Deze dienst staat onder het rechtstreekse gezag van de Minister bevoegd voor de audiovisuele sector.

De Regering stelt de werking en het financiële, budgettaire en rekenplichtige beheer van het centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Art. 6. Het centrum voor de film en de audiovisuele sector beschikt over de volgende inkomsten :

- 1° de jaarlijkse dotatie van de Franse Gemeenschap;
- 2° de bijdrage van de uitgevers en verdelers van televisiediensten;
- 3° de ontvangsten voortvloeiend uit zijn activiteit;
- 4° de schenkingen ten voordele van het centrum.

3. — TITEL III. — ADVIESINSTANTIES

Art. 7. Opgericht worden :

- 1° een overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector;
- 2° een steuncommissie voor audiovisuele werken, hierna "Filmselectiecommissie" genoemd;
- 3° een steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders.

4. — TITEL IV. — STEUN VOOR DE CREATIE VAN AUDIOVISUELE WERKEN

4.1. — HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 8. Na het advies van de filmselectiecommissie te hebben ingewonnen, kan de Regering steun aan creatie verlenen. Die steun aan creatie heeft betrekking op het schrijven, ontwikkelen en produceren van audiovisuele werken.

Hij wordt verdeeld als volgt :

- scenariosteun, voor het schrijven van het scenario van het audiovisuele werk;
- ontwikkelingssteun, voor het ondersteunen van de stap voorbereiding van het audiovisuele werk, voorafgaand aan de productie ervan;
- productiesteun, voorafgaand aan het begin van de beeldopnames, voor de ondersteuning van de productie van het audiovisuele werk zelf;
- productiesteun na het begin van de opnames, voor de ondersteuning van de activiteiten die noodzakelijk zijn voor de afwerking van het audiovisuele werk. Die steun wordt alleen aan de audiovisuele werken verleend die vooraf geen steun aan productie hebben gekregen vóór het begin van de beeldopnames.

De creatiesteun moet worden bestemd voor de creatie van audiovisuele werken die voldoen aan de definitie van kunst- en essaywerken bedoeld in artikel 1, 8°.

Art. 9. De creatiesteun wordt verleend aan werken die worden gecoproduceerd in het kader ofwel van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, ofwel van een bilateraal internationaal akkoord voor de coproductie van audiovisuele werken waarbij de Franse Gemeenschap wordt verbonden.

Als het audiovisuele werk niet wordt gecoproduceerd in het kader ofwel van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, ofwel van een bilateraal internationaal akkoord voor de coproductie van audiovisuele werken waarbij de Franse Gemeenschap wordt verbonden, moet het voldoen aan ten minste drie van de volgende criteria :

- 1° in het scenario speelt de actie zich vooral af in België, in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in een lidstaat van de Europese Vrijhandelsassociatie;
- 2° ten minste één van de voornaamste personages heeft een band met de Belgische cultuur of de Franse taal;
- 3° het oorspronkelijke scenario wordt hoofdzakelijk opgesteld in het Frans;
- 4° het scenario is een bewerking van een Belgisch origineel litterair werk;
- 5° het audiovisuele werk heeft als hoofdthema de kunst of verschillende kunstenaars;
- 6° het audiovisuele werk heeft hoofdzakelijk betrekking op historische personages of gebeurtenissen;
- 7° het audiovisuele werk snijdt hoofdzakelijk samenlevingsthema's aan die betrekking hebben op actuele, culturele, sociale of politieke aspecten;
- 8° het audiovisuele werk draagt bij tot het herwaarderen van het Belgische of Europese audiovisuele erfgoed.

Art. 10. De audiovisuele werken die in een school- of academisch kader worden gemaakt, kunnen geen creatiesteun krijgen.

Art. 11. De Regering bepaalt :

1° het steunaanvraagformulier, dat de lijst inhoudt van de documenten die moeten worden overgelegd bij de indiening van een aanvraag, inzonderheid de intentienota van de auteur en de producent, de behandeling of het scenario, de technische fiches die de artistieke, technische en financiële aspecten van het project nader bepalen, het bestek en het financieringsplan, samen met de technische aanwijzingen betreffende hun voorstelling, alsook een promotie- en verspreidingsplan;

2° de lijst van de documenten die moeten worden overgelegd op grond van het type aangevraagde steun betreffende :

- a) de inachtneming van de rechten betreffende het te produceren werk;

- b) de naleving van de contractuele verplichtingen betreffende de vroegere verbintenissen van de aanvrager ten opzichte van de Franse Gemeenschap;
- c) het attest van een minimumfinanciering van de audiovisuele werken, bepaald overeenkomstig dit decreet;
- 3° de einddrager voor de productie van de audiovisuele werken die creatiesteun krijgen, naar gelang van het type audiovisueel werk;
- 4° de procedure voor de administratieve erkenning;
- 5° de modelovereenkomsten die door de Regering en de begunstigde zullen worden ondertekend, naar gelang van het type audiovisueel werk.

Art. 12. De verleende steun, gecumuleerd met de andere overheidssteungelden, kan niet hoger zijn dan vijftig procent van de begroting van het audiovisuele werk.

Het eerste lid is niet van toepassing op de audiovisuele werken die als moeilijk worden beschouwd.

Onder moeilijke audiovisuele werken worden verstaan, de audiovisuele werken die weinig commerciële perspectieven op de nationale en internationale markt bieden, inzonderheid :

- 1° de korte films;
- 2° het eerste en tweede audiovisuele werk van een regisseur;
- 3° de audiovisuele kunst- en essaywerken;
- 4° de experimentele audiovisuele werken.

Art. 13. Het bedrag van de steun die wordt verleend aan een audiovisueel werk op grond van deze titel, moet integraal in België en grotendeels in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad worden uitgegeven.

De in het eerste lid bedoelde verplichting wordt beperkt tot een bedrag van tachtig procent van de begroting van het audiovisuele werk.

Art. 14. Indien de diensten van de Regering stellen dat een dossier wordt ingediend door een aanvrager die zijn vroegere verbintenissen niet is nagekomen, inzonderheid inzake overleggen van de exploitatie-afrekeningen en terugbetaling van de voorschotten op opbrengsten van de werken die steun hebben gekregen op basis van dit decreet, brengen ze daar de aanvrager onmiddellijk op de hoogte van, die over een termijn van acht dagen beschikt om zijn commentaar of aanvullende informatie mee te delen.

Indien de diensten van de Regering, na kennis te hebben genomen van het antwoord van de aanvrager, stellen dat de vroegere verbintenissen niet zijn nagekomen, stellen ze de Minister bevoegd voor de audiovisuele sector voor de aanvraag als onontvankelijk te verklaren.

4.2. — HOOFDSTUK II. — *Scenarioesteun*

Art. 15. Na advies van de filmselectiecommissie, kan de Regering steun verlenen voor het schrijven van het scenario van een lange speelfilm, een televisueel fictie-eenheidswerk of een televisuele fictiereeks.

De aard van de scenarioesteun is een subsidie en/of de bekostiging van de begeleiding door een professionele, waarvan het bedrag en de nadere regels voor de toekenning door de Regering worden vastgesteld.

Art. 16. Om voor scenarioesteun in aanmerking te kunnen komen, moet de aanvraag om scenarioesteun worden ingediend :

- voor de scenarioesteun voor een lange film en een televisueel eenheidswerk : door een producent van audiovisuele werken of door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte;
- voor de scenarioesteun voor een televisiereeks : samen door een producent van audiovisuele werken en door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte.

Art. 17. De filmselectiecommissie brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit en de aard van de steun, overeenkomstig dit hoofdstuk. Daartoe steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de culturele inhoud en de artistieke kwaliteit van het project;
- 2° de potentiële ontwikkeling van het project in de vorm van een audiovisueel werk;
- 3° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap.

4.3. — HOOFDSTUK III. — *Ontwikkelingssteun*

Art. 18. Na advies van de filmselectiecommissie, kan de Regering steun verlenen voor de ontwikkeling van een lange film, een televisueel televisiewerk of een televisiereeks.

De aard van de ontwikkelingssteun, waarvan het bedrag en de nadere regels voor de toekenning door de Regering worden vastgesteld naar gelang van het type audiovisueel werk, is een subsidie.

Art. 19. Om voor ontwikkelingssteun in aanmerking te kunnen komen :

- 1° moet de aanvraag om ontwikkelingssteun worden ingediend :
 - voor de aanvragen om ontwikkelingssteun voor een lange film en een televisueel eenheidswerk : door een producent van audiovisuele werken;
 - voor de aanvragen om ontwikkelingssteun voor een televisiereeks :
 - samen door een producent van audiovisuele werken en door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of een onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte.

2° de producent moet zich ertoe verbinden een financiële bijdrage te leveren tot beloop van ten minste vijftig procent van het bedrag bedoeld in artikel 18.

Art. 20. De filmselectiecommissie brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit van de steun, overeenkomstig dit hoofdstuk. Daartoe steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

1° de culturele inhoud en de artistieke kwaliteit van het project;

2° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

3° de relevantie van het dossier, met inbegrip van de begroting en het plan voor de financiering van het audiovisuele werk.

Art. 21. Het bedrag van de uitbetaalde steun kan niet hoger zijn dan de financiële bijdrage van de producent.

4.4. — HOOFDSTUK IV. — *Productiesteun*

Art. 22. Na het advies van de filmselectiecommissie te hebben ingewonnen, kan de Regering productiesteun voor een audiovisueel werk ofwel vóór het begin van de beeldopnames ofwel na het begin van de beeldopnames.

De productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan worden verleend voor lange films, korte films, experimentele audiovisuele werken, televisuele eenheidswerken en televisiereeksen.

De productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan alleen worden verleend aan lange films, korte speelfilms, experimentele audiovisuele werken, en aan documentaire televisuele eenheidswerken.

De aard van de productiesteun is een voorschot op de opbrengsten, met uitzondering van de steun bestemd voor de experimentele werken waarvan de aard een subsidie is.

De Regering stelt de minimum- en maximumbedragen vast die kunnen worden toegekend aan het in het eerste lid bedoelde audiovisuele werk naargelang het gaat om een eerste, een tweede of volgend audiovisueel werk.

Art. 23. De Regering stelt de voorwaarden en nadere regels vast voor de terugbetaling van het voorschot op de opbrengsten toegekend op grond van dit hoofdstuk.

Art. 24. Om productiesteun te kunnen krijgen, moet worden voldaan aan de volgende ontvankelijkheids-criteria :

1° de aanvraag om productiesteun moet worden ingediend door een producent van audiovisuele werken, met uitzondering van de aanvraag om steun aan de experimentele werken die ook kan worden ingediend door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of een onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

2° de aanvrager moet zich ertoe verbinden de eindproductiedrager die door de Regering naar gelang van het type audiovisueel werk wordt vastgesteld, te gebruiken;

3° a) voor de productiesteun die vóór het begin van de beeldopnames wordt verleend, moet een financieringsdrempel worden vastgesteld voordat de steunaanvraag wordt ingediend. De Regering stelt die drempel vast naar gelang van het type audiovisueel werk en naar gelang van de culturele inhoud en de artistieke en technische kenmerken van het project dat door de aanvrager wordt voorgelegd;

b) voor de productiesteun die na het begin van de beeldopnames wordt verleend, kan het audiovisuele werk geen productiesteun vooraf hebben gekregen vóór het begin van de beeldopnames.

Art. 25. De filmselectiecommissie brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit en het bedrag van de steun overeenkomstig dit hoofdstuk. Daartoe steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

1° de culturele inhoud en de artistieke en technische kenmerken van het project;

2° het cultureel belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

3° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het kunstproject;

4° de relevantie van het dossier, met inbegrip van de begroting en het plan voor de financiering van het audiovisuele werk.

Art. 26. Als het project wezenlijk wordt gewijzigd in verband met de in artikel 25 bedoelde evaluatiecriteria, kan de Regering, na advies van de filmselectiecommissie te hebben ingewonnen, het bedrag van de aanvankelijk toegekende steun verminderen of die intrekken.

Art. 27. Het bedrag van de scenarioesteun en het bedrag van de ontwikkelingssteun worden, vóór het begin van de beeldopnames, afgetrokken van het bedrag van de productiesteun, toegekend voor hetzelfde werk op grond van dit decreet.

5. — TITEL V. — STEUN VOOR PROMOTIE EN VERSPREIDING VAN AUDIOVISUELE WERKEN

5.1. — HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 28. De Regering kan steun verlenen voor de promotie en de verspreiding van audiovisuele werken die beantwoorden aan de definitie van kunst- en essaywerken bedoeld in artikel 1, 8°.

Art. 29. Om in aanmerking te komen voor de steun verleend overeenkomstig deze titel, moet het audiovisuele werk erkend zijn.

Om erkend te worden, moet het audiovisuele werk voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) de originele versie moet in het Frans opgesteld zijn, behalve als de Regering een afwijking toestaat op grond van de volgende criteria :

- het cultureel belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

- de specificiteit van het scenario.

b) het audiovisuele werk moet :

- ofwel een productiesteun verleend hebben gekregen zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

- ofwel gecoproduceerd zijn in het kader van de Europese overeenkomst inzake de coproductie op het gebied van de film, ofwel van een bilateraal internationaal akkoord voor de coproductie van audiovisuele werken waarbij de Franse Gemeenschap wordt verbonden;

- ofwel aan ten minste drie van de in artikel 9, tweede lid opgenomen criteria voldoen.

Art. 30. De Regering bepaalt :

1° het maximumbedrag (de maximumbedragen) dat kan/die kunnen worden toegekend voor elke promotiesteun en elke verspreidingssteun naar gelang van het type audiovisueel werk;

2° de exploitatiedrager van de audiovisuele werken die een herinvesteringspremie genieten, naar gelang van het type audiovisueel werk;

3° de vermeldingen van de Franse Gemeenschap op elk document voor de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken;

4° de erkenningsprocedure bedoeld in artikel 29.

5.2. — HOOFDSTUK II. — *Steun voor de promotie van korte films en documentaire televisuele eenheidswerken*

Art. 31. Op grond van de in dit hoofdstuk bepaalde toekenningsvoorwaarden, kan de Regering steun verlenen voor de promotie van korte films en van documentaire televisuele eenheidswerken.

De aard van de promotiesteun is een subsidie.

Art. 32. De aanvraag om promotiesteun wordt ingediend door de producent van het audiovisuele werk.

Art. 33. Om in aanmerking te kunnen komen voor promotiesteun, moet het audiovisuele werk worden geselecteerd in het kader van een festival waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld op grond van het type audiovisueel werk.

In afwijking van het vorige lid, stelt de Regering de voorwaarden vast volgens welke een audiovisueel werk promotiesteun kan genieten zonder geselecteerd te worden in het kader van het festival.

Art. 34. Om promotiesteun te kunnen krijgen, moet de producent de volgende documenten vooraf overleggen :

1° het bewijs van de officiële selectie van het audiovisuele werk in het kader van een festival dat behoort tot de in artikel 33 bedoelde lijst;

2° het plan en de begroting voor de promotie van het audiovisuele werk;

3° een afschrift van het werk op een drager, bestemd voor het grote publiek, ingeval het audiovisuele werk geen productiesteun heeft genoten, zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV.

Art. 35. Promotiesteun wordt uitsluitend verleend als de aanvraag wordt ingediend binnen de door de Regering vastgestelde termijn.

Art. 36. Het bedrag van de steun die wordt verleend voor de promotie van het audiovisuele werk kan niet hoger zijn dan het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven bepaald in de begroting bedoeld in artikel 34, 2°.

Het bedrag van de promotiesteun wordt vastgesteld op grond van de culturele inhoud en de artistieke en technische kenmerken van het project die door de Regering worden vastgesteld.

De Regering stelt de lijst vast van de in aanmerking komende uitgaven waarvoor promotiesteun kan worden verleend.

5.3. — HOOFDSTUK III. — *Steun voor promotie van lange films*

Art. 37. Op grond van de in dit hoofdstuk bepaalde toekenningsvoorwaarden, kan de Regering steun verlenen voor de promotie van lange films.

De aard van de promotiesteun is een subsidie.

Art. 38. De aanvraag om promotiesteun wordt door de producent ingediend. Steun wordt verleend aan de producent en/of de verdeler volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

Art. 39. § 1. Er zijn twee typen steunpromotie : promotiesteun "tijdens het draaien van de film" en promotiesteun "bij de selectie tijdens een festival of bij de vertoning in zalen".

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de promotiesteun "tijdens het draaien van de film", moet het audiovisuele werk steun hebben gekregen voor de productie van een lange film zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

§ 3. Om in aanmerking te komen voor promotiesteun "bij de selectie tijdens een festival of bij de vertoning in zalen", moet het audiovisuele werk :

1° ofwel in een minimaal aantal bioscoopzalen worden vertoond die gelegen zijn op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met een minimaal aantal filmvertoningen. De Regering stelt dat aantal vast naargelang het werk al dan niet een steun heeft gekregen voor de productie van een lange film zoals bedoeld in hoofdstuk IV van titel IV;

2° ofwel geselecteerd werd in het kader van een festival waarvan de lijst door de Regering werd vastgesteld.

§ 4. Een zelfde audiovisueel werk kan die twee typen steun genieten.

Art. 40. De aanvraag om steun omvat de volgende gegevens :

1° het plan voor de promotie en de verspreiding van het audiovisuele werk;

2° de begroting voor de promotie van het audiovisuele werk;

3° het plan voor de vertoning van het audiovisuele werk, als het gaat om een promotiesteun bedoeld in artikel 39 § 3, 1°;

4° voor de steun bedoeld in artikel 39, § 3, 2°, het bewijs van de officiële selectie van het audiovisuele werk in het kader van een festival dat behoort tot de in dat lid bedoelde lijst.

Art. 41. De begunstigde moet er zich toe verbinden een copie van het audiovisuele werk kosteloos ter beschikking van de Franse Gemeenschap te stellen, om dit werk te vertonen in het kader van evenementen die door deze worden ondersteund en die plaatsvinden nadat dit audiovisueel werk in zalen in België werd vertoond.

Art. 42. Promotiesteun wordt enkel verleend als de aanvraag wordt ingediend binnen de door de Regering vastgestelde termijn.

Art. 43. De Regering stelt het bedrag van de promotiesteun vast volgens een criteriarooster, opgemaakt op grond van de artistieke en technische kenmerken voor het regisseren en op grond van de culturele inhoud van het project.

De Regering stelt het bedrag vast voor elke steun bedoeld in artikel 39.

Art. 44. Het bedrag van de verleende hulp kan niet hoger zijn dan de som van de in aanmerking komende uitgaven bepaald in de begroting bedoeld in artikel 40, 2°.

De Regering stelt de lijst vast van de in aanmerking komende uitgaven waarvoor promotiesteun kan worden verleend voor elke categorie bedoeld in artikel 39.

5.4. — HOOFDSTUK IV. — *Herinvesteringspremies voor lange films*

Art. 45. Op grond van de toekenningsvoorwaarden die in dit hoofdstuk worden bepaald, kent de Regering herinvesteringspremies toe voor lange films.

De aard van de herinvesteringspremies voor lange films is een subsidie.

Art. 46. De aanvraag om een herinvesteringspremie voor lange films wordt door een producent van audiovisuele werken ingediend.

Art. 47. Om een herinvesteringspremie voor lange films te kunnen genieten, moeten de volgende ontvankelijkheidscriteria worden vervuld :

1° een producent van audiovisuele werken of een verdeler van audiovisuele werken zijn;

2° een verklaring hebben ingediend dat het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd, in de maak is.

De verklaring vermeldt het genre van de lange film, zijn vermoedelijke lengte, zijn scenario, zijn bestek alsook de datum van het begin van de beeldopnames. Die verklaring moet vóór het begin van de beeldopnames worden ingediend. Die verklaring is niet vereist voor de audiovisuele werken die in het kader van hoofdstuk IV van titel IV worden ondersteund;

3° het audiovisuele werk voorstellen met de begin- en eindgenerieken binnen een termijn van maximaal twee jaar na het maken van de nulkopie;

4° het audiovisuele werk voorstellen in de bioscoopzalen die behoren tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap in een versie die gelijk is met deze die overeenkomstig punt 3° wordt voorgesteld;

5° de vertoningen die meer dan drie jaar na de eerste vertoning in het kader van de commerciële distributie van het audiovisuele werk plaatsvinden, geven geen aanleiding meer tot toekenning van herinvesteringspremies.

Art. 48. De herinvesteringspremie voor lange films kan niet hoger zijn dan de kosten van het gesteunde audiovisuele werk en, bij een coproductie, het bedrag van de Franstalige Belgische bijdrage, na aftrek van het geheel van de overheidssteun verleend voor de productie van het audiovisuele werk.

Art. 49. § 1. Het bedrag van de herinvesteringspremie is gelijk aan een percentage van een basisbedrag bepaald volgens de in de §§ 2, 3 en 4, nader bepaalde regels, gewogen overeenkomstig de §§ 5 en 6.

§ 2. Het basisbedrag wordt vastgesteld op grond van de jaarlijkse bruto-opbrengst van een lange film.

Onder jaarlijkse bruto-opbrengst wordt verstaan, de exploitatieopbrengst van de lange film in bioscoopzalen die behoren tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap voor het betrokken begrotingsjaar, dit is het aantal toegangstickets voor één jaar, vermenigvuldigd met de prijs van het ticket in euro.

Alleen de vertoningen die na de indiening van de aanvraag plaatsvinden, worden in aanmerking genomen.

§ 3. Als de jaarlijkse bruto-opbrengst tussen 0 en 180.000,00 euro begrepen is, dan is het basisbedrag gelijk aan die jaarlijkse bruto-opbrengst.

Als de jaarlijkse bruto-opbrengst tussen 180.000,01 en 420.000,00 euro begrepen is, dan is het basisbedrag gelijk aan $(180.000,00 + 0,8 \times (\text{jaarlijkse bruto-opbrengst} - 180.000,00))$ euro.

Als de jaarlijkse bruto-opbrengst tussen 420.000,01 en 720.000,00 euro begrepen is, dan is het basisbedrag gelijk aan $(372.000,00 + 0,6 \times (\text{jaarlijkse bruto-opbrengst} - 420.000,00))$ euro.

Als de jaarlijkse bruto-opbrengst tussen 720.000,01 en 1.200.000,00 euro begrepen is, dan is het basisbedrag gelijk aan $(552.000,00 + 0,4 \times (\text{jaarlijkse bruto-opbrengst} - 720.000,00))$ euro.

Als de jaarlijkse bruto-opbrengst tussen 1.200.000,01 en 2.400.000,00 euro begrepen is, dan is het basisbedrag gelijk aan $(744.000,00 + 0,2 \times (\text{jaarlijkse bruto-opbrengst} - 1.200.000,00))$ euro.

Als de jaarlijkse bruto-opbrengst hoger is dan 2.400.000,00 euro, dan is het basisbedrag gelijk aan 984.000,00 euro.

§ 4. De Regering stelt het percentage vast dat wordt toegepast op het basisbedrag.

§ 5. Het basisbedrag, vermenigvuldigd met het percentage, wordt gewogen door een coëfficiënt die toepasselijk is op de lange film die de premie geniet.

De Regering stelt de verschillende coëfficiënten vast volgens een criteriarooster, opgemaakt op grond van de artistieke en technische kenmerken voor de verwezenlijking van audiovisuele werken.

§ 6. Als het totaal van de premies berekend krachtens de §§ 1 tot 5 voor alle in aanmerking komende audiovisuele werken hoger is dan de begrotingsenvelop die voor de herinvesteringspremies wordt toegekend, wordt het bedrag van elke premie evenredig verminderd op zodanige wijze dat het totaal van de aangepaste premies gelijk is aan de begrotingsenvelop die voor de herinvesteringspremies wordt toegekend.

Art. 50. Het bedrag van de herinvesteringspremie voor lange films wordt verdeeld als volgt :

- zeventig procent voor de producent van het audiovisuele werk;

- dertig procent voor de verdeler van het audiovisuele werk.

Art. 51. De herinvesteringspremie voor lange films wordt toegekend :

1° aan de producent van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend als herinvestering op de creatie van een nieuw audiovisueel werk dat wordt erkend overeenkomstig artikel 29 en dat de door de Regering vastgestelde artistieke en technische kenmerken in acht neemt. Die herinvestering moet geschieden binnen drie jaar na de toekenning van de steun;

2° aan de verdeler van audiovisuele werken, in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend als herinvestering op de verdeling van een nieuw audiovisueel werk dat wordt erkend overeenkomstig artikel 29 en dat de door de Regering vastgestelde artistieke en technische kenmerken in acht neemt, onder de voorwaarde dat het ontvangen bedrag met vijftig procent wordt vermeerderd door een eigen bijdrage van de verdeler. Die herinvestering moet worden verricht binnen drie jaar volgend op de toekenning van de steun.

Art. 52. De aanvragen om herinvesteringspremie voor lange films moeten worden ingediend volgens door de Regering nader te bepalen regels.

5.5. — HOOFDSTUK V. — *Herinvesteringspremies voor korte films*

Art. 53. Op grond van de in dit hoofdstuk bepaalde toekenningsvoorwaarden, kent de Regering herinvesteringspremies voor korte films toe.

De aard van de herinvesteringspremies voor korte films is een subsidie.

Art. 54. De aanvraag om een herinvesteringspremie voor korte films wordt door de producent van audiovisuele werken ingediend.

Art. 55. § 1. Om een herinvesteringspremie voor korte films te kunnen genieten, moeten de volgende ontvankelijkheidscriteria worden vervuld :

1° een producent van audiovisuele werken zijn of een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte die de hoedanigheid van scenarioschrijver of regisseur heeft. De onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese economische ruimte, die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte;

2° een verklaring hebben ingediend dat het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd, in de maak is.

De verklaring vermeldt het genre van de korte film, zijn vermoedelijke lengte, zijn scenario, zijn bestek alsook de datum van het begin van de beeldopnames. Die verklaring moet vóór het begin van de beeldopnames worden ingediend. Die verklaring is niet vereist voor de audiovisuele werken die in het kader van hoofdstuk IV van titel IV worden ondersteund;

3° het audiovisuele werk moet voldoen aan ten minste twee van de drie volgende criteria :

- a) in een minimumaantal verschillende zalen met een minimumaantal toeschouwers vertoond zijn;
- b) voor een minimumbedrag verkocht zijn bij dienstenuitgevers die minstens op nationaal vlak aanwezig zijn;
- c) geselecteerd zijn in een minimumaantal festivals waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld.

4° het audiovisuele werk aan de diensten van de Regering voorleggen met de begin- en eindgenerieken binnen een termijn van maximaal twee jaar na het maken van de nulkopie;

5° het audiovisuele werk voorstellen in een versie die gelijk is met deze die overeenkomstig punt 4° wordt voorgesteld;

6° de vertoningen die meer dan drie jaar na de eerste openbare vertoning van het audiovisuele werk plaatsvinden, geven geen aanleiding meer tot toekenning van herinvesteringspremies.

§ 2. De Regering stelt de voorwaarden vast voor de toepassing van de criteria bedoeld in 3° van § 1.

Art. 56. Voor elk jaar, kunnen niet in aanmerking komen voor de toekenning van een herinvesteringspremie voor korte films :

- 1° meer dan twee afleveringen van één zelfde reeks korte films;
- 2° meer dan twee korte films van één zelfde regisseur;
- 3° meer dan vijf korte films van één zelfde producent van audiovisuele werken.

Art. 57. Het bedrag van de herinvesteringspremie voor korte films wordt berekend door de begrotingsenveloppe op gelijke wijze te verdelen over de korte films die de voorwaarden bedoeld in de artikelen 55 en 56 vervullen, waarbij het echter niet hoger kan zijn dan het in artikel 30, 1° bedoelde maximumbedrag.

De herinvesteringspremie voor korte films kan niet hoger zijn dan de kosten van het gesteunde audiovisuele werk, en bij een coproductie, dan het bedrag van de Franstalige Belgische bijdrage, na aftrek van het geheel van de overheidssteun verleend voor de productie van het audiovisuele werk.

Art. 58. De herinvesteringspremie voor korte films wordt verdeeld als volgt :

- Tachtig procent voor de producent van de korte film;
- Tien procent voor de regisseur van de korte film;
- Tien procent voor de scenarioschrijver van de korte film.

Art. 59. De delen van de herinvesteringspremie voor korte films worden toegekend :

- ofwel in de vorm van een terugbetaling tot dekking van de in aanmerking komende audiovisuele uitgaven in het kader van de gesteunde korte film. De Regering bepaalt die in aanmerking komende uitgaven;

- ofwel in de vorm van een trekkingsrecht dat wordt uitgeoefend als herinvestering op de creatie van een nieuw audiovisueel werk dat wordt erkend overeenkomstig artikel 29. Die herinvestering moet worden verricht binnen drie jaar volgend op de toekenning van de steun.

Art. 60. De aanvragen om een herinvesteringspremie voor korte films moeten worden ingediend volgens door de Regering nader te bepalen regels.

6. — TITEL VI. — STEUN AAN AUDIOVISUELE DIENSTENAANBIEDERS

6.1. — HOOFDSTUK I. — *Steun aan gastateliers, ateliers voor audiovisuele productie en schoolateliers*

6.1.1. — *Afdeling I.* — Algemene bepalingen

Art. 61. Na advies van de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders, kan de Regering steun verlenen aan de in artikel 62 bedoelde ateliers.

De aard van de steun aan ateliers is een subsidie waarvan de regels nader worden bepaald in een programma-overeenkomst die een duur van vijf jaar heeft of een overeenkomst die een duur van twee jaar heeft.

Art. 62. De ateliers hebben tot doel de creatie te ondersteunen van audiovisuele werken van auteurs, regisseurs en producenten die in de Franse Gemeenschap verblijven.

Er zijn drie types ateliers :

1° de gastateliers hebben als hoofdplicht de creatie en de productie van professionele audiovisuele werken te begeleiden. Ze hebben ook als opdracht die werken te ondersteunen door coproductie en te zorgen voor de promotie en de verspreiding ervan zowel in België als in het buitenland;

2° de productieateliers hebben als hoofdplicht audiovisuele werken te regisseren, produceren en/of coproduceren. Ze hebben ook als opdracht te zorgen voor de promotie en de verspreiding ervan. Die ateliers willen bijdragen tot het sensibiliseren van het publiek en tot het herwaarderen van het cultureel erfgoed;

3° de schoolateliers hebben als doel de verwezenlijking van de audiovisuele werken van de studenten die in de scholen ingeschreven zijn, inzonderheid de eindstudiewerken, mogelijk te maken. Die ateliers werken samen met één of verschillende scholen voor hoger kunstonderwijs.

Art. 63. De Regering stelt, voor elk type atelier, de minimum- en maximumbedragen vast van de steun die de ateliers kunnen worden verleend.

6.1.2. — *Afdeling II.* — Toekenningsvoorwaarden

Art. 64. Om een overeenkomst te kunnen genieten, moet het atelier voldoen aan de volgende ontvankelijkheids-criteria :

- 1° een rechtspersoon zijn;
- 2° zijn hoofdactiviteit bepalen volgens het type atelier bedoeld in artikel 62;
- 3° het bewijs leveren, gedurende de drie jaar voorafgaand aan de aanvraag, van een regelmatige beroepsactiviteit in de audiovisuele sector;
- 4° geen programma-overeenkomst genieten krachtens dit hoofdstuk;
- 5° door zijn activiteiten de culturele verscheidenheid aanmoedigen;
- 6° voor de in artikel 62,1° en 62,2°, bedoelde ateliers, de eerste werken prioritair ondersteunen en de toegang van het publiek alsook een brede deelneming ervan in de hand werken;
- 7° expressiepluralisme bevorderen;
- 8° onderzoek en experimenten op technisch en esthetisch vlak bevorderen, de originaliteit en de authenticiteit van de thema's aanmoedigen, de creatieve keuzen bij het schrijven van scenario's en het regisseren herwaarderen;
- 9° het cultureel erfgoed van de Franse Gemeenschap herwaarderen en ontwikkelen;
- 10° het geheel van de activiteiten bedoeld in de punten 5° tot 7° op het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad ontwikkelen en ervoor zorgen die op Belgisch en internationaal niveau te ontwikkelen.

Art. 65. Om een programma-overeenkomst te kunnen genieten, behalve de voorwaarden bedoeld in artikel 64, 1° tot 10°, moeten de ateliers een overeenkomst gedurende twee jaar hebben genoten.

6.1.3. — *Afdeling III.* — Toekenningsprocedure

Art. 66. § 1. De aanvraag om steun omvat de volgende gegevens :

- 1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de naam en de hoedanigheid van de personen die het atelier dat de aanvraag heeft ingediend, vertegenwoordigen;
- 2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;
- 3° de balansen en resultatenrekeningen van het vorige dienstjaar;
- 4° voor de periode van de overeenkomst of de programma-overeenkomst :
 - a) een financieel plan met betrekking tot dat project;
 - b) het volume van de activiteiten;
 - c) de beschrijving van het doelpubliek;
- 5° een beschrijving van de activiteiten die gedurende minstens de laatste twee jaar, voor de programma-overeenkomst, en de laatste drie jaar, voor de overeenkomst, werden uitgeoefend.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum vast voor de indiening van de aanvraag om steun.

Art. 67. § 1. De steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om steun te verlenen, over de aard en het bedrag ervan. Daartoe analyseert ze de specificiteit van het atelier en steunt op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de relevantie van het dossier dat wordt voorgelegd overeenkomstig artikel 66, § 1;
- 2° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 3° zijn uitstraling op het grondgebied van het Franse taalgebied en van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op Belgisch of internationaal vlak;

4° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het artistieke project.

De steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders onderzoekt eveneens de herwaardering van de auteurs en regisseurs van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste expressievormen van het betrokken domein.

§ 2. Op grond van de gegevens en criteria bedoeld in de artikelen 66 en 67, § 1, kan de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders de aanvraag die betrekking heeft op het verkrijgen van een programma-overeenkomst omzetten tot een aanvraag betreffende een overeenkomst.

6.1.4. — *Afdeling IV.* — Inhoud

Art. 68. § 1. De overeenkomst bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de datum voor het begin en het einde van de geldigheidsduur;
- 2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;
- 3° de opdrachten en doelstellingen toegekend aan het atelier op grond van zijn specifieke activiteiten;
- 4° de verbintenissen betreffende het financiële evenwicht van het atelier;
- 5° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;
- 6° de termijn binnen welke het atelier zijn activiteitenverslag voorlegt en de sancties als het verslag niet binnen de gestelde termijn wordt ingediend.

§ 2. Naast de gegevens bedoeld in § 1 omvat de programma-overeenkomst de volgende gegevens :

- 1° voor de duur van de programma-overeenkomst :
 - a) het aantal betrekkingen;
 - b) het totale deel van de middelen bestemd voor de werking van het atelier en van deze die bestemd zijn voor de productie van werken;
 - c) het volume van de voorziene activiteiten.
- 2° de nadere regels voor de financiële controle uitgeoefend door de Franse Gemeenschap.

6.1.5. — *Afdeling V.* — Evaluatie

Art. 69. Op het einde van elk dienstjaar, deelt het atelier de administratie een activiteitenverslag, mee dat minstens de volgende gegevens bevat :

- 1° een moreel verslag;
- 2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;
- 3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen toegekend aan het atelier;
- 4° de lijst van de lopende en afgewerkte producties.

6.1.6. — *Afdeling VI.* — Hernieuwing

Art. 70. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst of de programma-overeenkomst betrekking heeft, brengt het atelier, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van zijn wens tot hernieuwing van de overeenkomst of de programma-overeenkomst.

In dat geval deelt het atelier de administratie de in artikel 66, § 1 bedoelde bijgewerkte documenten mee alsook een beschrijving van de activiteiten gevoerd in het kader van de overeenkomst of de programma-overeenkomst die ten einde loopt, inzonderheid de graad van uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen. De hernieuwing van een overeenkomst of een programma-overeenkomst geschiedt volgens dezelfde nadere regels als de toekenning van een overeenkomst of een programma-overeenkomst.

6.1.7. — *Afdeling VII.* — Rol van de waarnemer

Art. 71. De Regering kan een waarnemer voordragen om haar met raadgevende stem te vertegenwoordigen bij de vergaderingen van de raad van bestuur van een atelier dat steun geniet.

Hij brengt één keer per jaar verslag uit aan de minister bevoegd voor de audiovisuele sector.

6.2. — HOOFDSTUK II. — *Steun aan de voorzieningen voor de promotie en de verspreiding van audiovisuele werken*

6.2.1. — *Afdeling I.* — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 72. De Regering stelt de minimum- en maximumbedragen vast die kunnen worden toegekend voor elke steun aan de voorzieningen voor promotie en verspreiding van audiovisuele werken bedoeld bij dit hoofdstuk.

De Regering stelt de uiterste datum vast voor de indiening van elke aanvraag om steun bedoeld bij dit hoofdstuk.

6.2.2. — *Afdeling II.* — Steun aan verdelers van audiovisuele werken

6.2.2.1. — *Onderafdeling 1.* — Algemene bepalingen

Art. 73. Na advies van de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders, kan de Regering steun verlenen aan de verdelers van audiovisuele werken.

De aard van de steun is een subsidie.

6.2.2.2. — *Onderafdeling 2.* — Toekenningsvoorwaarden

Art. 74. Om steun te kunnen genieten, moet de verdeler van audiovisuele werken voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

- 1° een rechtspersoon zijn;
- 2° door zijn activiteiten de culturele verscheidenheid bevorderen;
- 3° als hoofddoel de verspreiding en de promotie van de filmsector in het algemeen hebben, met het oog op de aanmoediging van de pluraliteit van expressie, inzonderheid van de Franstalige Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken;

4° gedurende het jaar dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat minstens vijf lange films voor hun eerste vertoning in Belgische bioscoopzalen hebben verdeeld;

5° gedurende het jaar dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat minstens vijftig procent van audiovisuele kunst- en essaywerken hebben verdeeld.

Art. 75. § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende gegevens :

1° de lijst van alle nieuwe audiovisuele werken die gedurende het voorafgaande jaar werden verdeeld;

2° voor elk audiovisueel kunst- en essaywerk :

a) de titel;

b) de naam van de regisseur;

c) het maximumaantal copïes die in België worden geëxploiteerd;

d) de zalen waarin het audiovisuele werk werd geëxploiteerd;

e) het aantal toegangskaarten die in België werden verkocht tot 1 maart van het jaar volgend op de eerste vertoning van het audiovisuele werk;

f) de box-office;

g) de ondertitels;

h) de lijst van de uitgaven in verband met de eerste vertoning, opgesteld na deze.

3° de statuten van de maatschappij;

4° de lijst van de aanverwante activiteiten.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun vast.

6.2.2.3. — Onderafdeling 3. — Toekenningsprocedure

Art. 76. De steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om steun te verlenen en over het bedrag ervan. Daartoe beoordeelt ze, op grond van de in artikel 75 § 1 bepaalde documenten, de volgende evaluatiecriteria :

1° het aantal en het percentage verdeelde audiovisuele kunst- en essaywerken;

2° het aantal toeschouwers van de audiovisuele kunst- en essaywerken;

3° het aantal toeschouwers voor de Franstalige Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken;

4° het aantal copïes voor elk Franstalig Belgisch audiovisueel kunst- en essaywerk;

5° de kwaliteit van het verdelingswerk, onder meer in verband met de promotiebegroting voor elk audiovisueel kunst- en essaywerk;

6° de omvang van de verspreiding, inzonderheid in België en op het grondgebied van de lidstaten van de Europese economische ruimte;

7° de ondertitel(s);

8° de samenwerking met de bioscoopzalen die in het kader van afdeling IV een steun krijgen;

9° de bijzondere acties ten voordele van de audiovisuele kunst- en essaywerken.

6.2.2.4. — Onderafdeling 4. — Evaluatie

Art. 77. Op het einde van elk dienstjaar, deelt de verdeler van audiovisuele werken een activiteitenverslag mee, dat minstens de volgende gegevens bevat :

1° een moreel verslag;

2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;

3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen die aan de verdelers van audiovisuele werken worden toegekend.

6.2.3. — Afdeling III. — Steun aan filmfestivals

6.2.3.1. — Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 78. Na advies van de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders, kan de Regering steun verlenen aan organisatoren van filmfestivals.

De aard van de steun aan organisatoren van filmfestivals is een subsidie waarvan de regels nader bepaald worden in een programma-overeenkomst met een duur van vijf jaar of een overeenkomst met een duur van één jaar.

6.2.3.2. — Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 79. Om een overeenkomst te kunnen genieten, moet de organisator van filmfestivals voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

1° een rechtspersoon zijn;

2° door zijn activiteiten de culturele verscheidenheid bevorderen;

3° als hoofddoel, via de organisatie van festivals, de verspreiding en de promotie van de filmsector in het algemeen hebben, met het oog op de aanmoediging van de pluraliteit van expressie, inzonderheid van de Franstalige Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken die komen uit films die in de Franse Gemeenschap weinig verspreid zijn;

4° een brede toegang en een brede deelneming van het publiek aanmoedigen.

Art. 80. Om een programma-overeenkomst te kunnen genieten, moet de organisator van filmfestivals, behalve de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 79, ook voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° activiteiten ontwikkelen of toelaten in verband met de audiovisuele vaksector en/of acties inzake permanente opvoeding en opvoeding en sensibilisatie tot de film ontwikkelen of toelaten;

2° een overeenkomst gedurende drie opeenvolgende jaren hebben genoten.

6.2.3.3 Onderafdeling 3. Toekenningsprocedure

Art. 81. § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende gegevens :

1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de namen en titels van de personen die de organisator van een festival die de aanvraag indient, vertegenwoordigen;

2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;

3° de balansen en resultatenrekeningen van het voorafgaande dienstjaar;

4° de met redenen omklede keuze van de aanvrager ofwel een overeenkomst ofwel een programma-overeenkomst aan te vragen;

5° Voor de duur van de overeenkomst :

a) het financiële plan in verband met dat project;

b) het volume van de voorziene activiteiten;

c) het plan voor de verspreiding of de promotie van het project;

d) de beschrijving van het doelpubliek;

e) het beleid inzake prijzen en toegang tot het publiek.

6° als de aanvraag betrekking heeft op een programma-overeenkomst, moet de aanvraag om steun, naast de gegevens bedoeld in de punten 1° tot 5°, de volgende gegevens bevatten :

a) een gedetailleerde beschrijving van de activiteiten gevoerd gedurende de laatste drie jaar;

b) het voorziene aantal betrekkingen voor de duur van de programma-overeenkomst.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun vast.

Art. 82. § 1. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit en het bedrag van de steun. Daartoe evalueert ze de specificiteit van het festival en steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

1° de relevantie van het dossier dat overeenkomstig artikel 81 § 1 wordt overgezonden;

2° het cultureel belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

3° de kwaliteit van het project en zijn meerwaarde voor de ontwikkeling en de promotie van de filmsector in de Franse Gemeenschap;

4° zijn uitstralingscapaciteit;

5° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het culturele project.

§ 2. Op grond van de gegevens en criteria bedoeld in de artikelen 81 en 82, § 1, kan de steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders een aanvraag die betrekking heeft op het verkrijgen van een programma-overeenkomst omzetten tot een aanvraag voor het verkrijgen van een overeenkomst.

6.2.3.4. — Onderafdeling 4. — Inhoud

Art. 83. § 1. De overeenkomst bevat minstens de volgende gegevens :

1° de datum van het begin en het einde van de geldigheidsduur;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de opdrachten en de doelstellingen die aan de organisator van een festival worden toegewezen op grond van zijn specifieke activiteiten;

4° de verplichtingen van de organisator van een festival ten opzichte van de Franse Gemeenschap, inzonderheid inzake doorzichtigheid;

5° de verbintenissen van de organisator van een festival tot financieel evenwicht;

6° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;

7° de termijn binnen welke de organisator van een festival zijn activiteitenverslag voorlegt en de sancties als dit verslag niet binnen de gestelde termijn wordt voorgelegd.

§ 2. Naast de gegevens bedoeld in § 1, bevat de programma-overeenkomst de volgende gegevens :

1° voor de duur van de programma-overeenkomst :

a) het aantal betrekkingen;

b) het totale deel van de lasten bestemd voor de werkingskosten en het deel bestemd voor de activiteiten;

c) het voorziene volume van de activiteiten.

2° de nadere regels voor het door de Franse Gemeenschap uitgeoefende financieel toezicht.

6.2.3.5. — Onderafdeling 5. — Evaluatie

Art. 84. Op het einde van elk dienstjaar, deelt de organisator van een festival een activiteitenverslag mee, dat minstens de volgende gegevens bevat :

1° een moreel verslag;

2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;

3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen toegekend aan het festival.

6.2.3.6. — Onderafdeling 6. — Hernieuwing

Art. 85. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst of de programma-overeenkomst betrekking heeft, brengt de organisator van een festival, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van zijn wens tot hernieuwing van de overeenkomst of de programma-overeenkomst.

In dat geval deelt de organisator van een festival de administratie de in artikel 81, § 1 bedoelde bijgewerkte documenten mee alsook een beschrijving van de activiteiten gevoerd in het kader van de overeenkomst of de programma-overeenkomst die ten einde loopt, inzonderheid de graad van uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen. De hernieuwing van een overeenkomst of een programma-overeenkomst geschiedt volgens dezelfde nadere regels als de toekenning van een overeenkomst of een programma-overeenkomst.

6.2.3.7. — Onderafdeling 7. — Rol van de waarnemer

Art. 86. De Regering kan een waarnemer voordragen om haar met raadgevende stem te vertegenwoordigen bij de vergaderingen van de raad van bestuur van het festival dat steun geniet.

Hij brengt minstens één keer per jaar verslag uit aan de minister bevoegd voor de audiovisuele sector.

6.2.4. — Afdeling IV. — Steun aan exploitanten van bioscoopzalen

6.2.4.1. — Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 87. Na advies van de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders, kan de Regering steun verlenen aan exploitanten van bioscoopzalen.

De aard van de steun aan de exploitanten van bioscoopzalen is een subsidie in de vorm van een programma-overeenkomst met een duur van vijf jaar of een overeenkomst met een duur van twee jaar.

6.2.4.2. — Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 88. Om een steun te kunnen genieten, moet de exploitant van bioscoopzalen voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

- 1° een rechtspersoon zijn;
- 2° de verspreiding en de promotie van de kunst- en essayfilm in het algemeen aanmoedigen met het oog op de bevordering van de cultuurverscheidenheid. De Regering stelt het minimumaantal geprogrammeerde audiovisuele kunst- en essaywerken vast;
- 3° als hoofddoel de verspreiding en de promotie van de filmsector in het algemeen hebben, met het oog op de aanmoediging van de pluraliteit van expressie, inzonderheid van de Franstalige Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken die komen uit films die in de Franse Gemeenschap weinig verspreid zijn;
- 4° een brede toegang en een brede deelneming van het publiek aanmoedigen.
- 5° acties inzake permanente opvoeding, opvoeding en sensibilisatie voor de filmsector ontwikkelen.

Art. 89. Om een programma-overeenkomst te kunnen genieten, moet de exploitant van bioscoopzalen, behalve de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 87, ook een overeenkomst gedurende twee jaar hebben genoten.

6.2.4.3. — Onderafdeling 3. — Toekenningsprocedure

Art. 90. § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende gegevens :

- 1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de namen en titels van de personen die de exploitant van bioscoopzalen die de aanvraag indient, vertegenwoordigen;
- 2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;
- 3° de balansen en resultatenrekeningen van het voorafgaande dienstjaar;
- 4° de met redenen omklede keuze van de aanvrager ofwel een overeenkomst ofwel een programma-overeenkomst aan te vragen;
- 5° Voor de duur van de overeenkomst :
 - a) het financiële plan in verband met dat project;
 - b) het volume van de voorziene activiteiten;
 - c) het plan voor de promotie van het project;
 - d) de beschrijving van het doelpubliek;
 - e) het beleid inzake prijzen en toegang tot het publiek.
- 6° als de aanvraag betrekking heeft op een programma-overeenkomst, moet de aanvraag om steun, naast de gegevens bedoeld in de punten 1° tot 5°, de volgende gegevens bevatten :
 - a) een gedetailleerde beschrijving van de activiteiten gevoerd gedurende de laatste drie jaar;
 - b) het voorziene aantal betrekkingen voor de duur van de programma-overeenkomst.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun vast.

Art. 91. § 1. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit en het bedrag van de steun. Daartoe evalueert ze de specificiteit van de aanvrager en steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de relevantie van het dossier bedoeld in artikel 90, § 1;
- 2° het cultureel belang van het project voor de Franse Gemeenschap;
- 3° de acties naar het publiek;
- 4° de kwaliteit van het project en zijn meerwaarde voor de ontwikkeling en de promotie van de filmsector in de Franse Gemeenschap;
- 5° zijn uitstralingscapaciteit op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 6° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het culturele project.

§ 2. Op grond van de gegevens en criteria bedoeld in de artikelen 90 en 91, § 1, kan de steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders een aanvraag die betrekking heeft op het verkrijgen van een programma-overeenkomst omzetten tot een aanvraag voor het verkrijgen van een overeenkomst.

6.2.4.4. — Onderafdeling 4. — Inhoud

Art. 92. § 1. De overeenkomst bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de datum van het begin en het einde van de geldigheidsduur;
- 2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;
- 3° de opdrachten en de doelstellingen die aan de exploitant van bioscoopzalen worden toegewezen op grond van zijn specifieke activiteiten;
- 4° de verplichtingen van de exploitant van bioscoopzalen ten opzichte van de Franse Gemeenschap, inzonderheid inzake doorzichtigheid;
- 5° de verbintenissen van de exploitant van bioscoopzalen tot financieel evenwicht;
- 6° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;
- 7° de termijn binnen welke de exploitant van bioscoopzalen zijn activiteitenverslag voorlegt en de sancties als dit verslag niet binnen de gestelde termijn wordt voorgelegd.

§ 2. Naast de gegevens bedoeld in § 1, bevat de programma-overeenkomst de volgende gegevens :

- 1° voor de duur van de programma-overeenkomst :
 - a) het aantal betrekkingen;
 - b) het totale deel van de lasten bestemd voor de werkingskosten en het deel bestemd voor de activiteiten;
 - c) het voorziene volume van de activiteiten.
- 2° de nadere regels voor het door de Franse Gemeenschap uitgeoefende financieel toezicht.

6.2.4.5. — Onderafdeling 5. — Evaluatie

Art. 93. Op het einde van elk dienstjaar, deelt de exploitant van bioscoopzalen een activiteitenverslag mee, dat minstens de volgende gegevens bevat :

- 1° een moreel verslag;
- 2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;
- 3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen toegekend aan het festival.

6.2.4.6. — Onderafdeling 6. — Hernieuwing

Art. 94. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst of de programma-overeenkomst betrekking heeft, brengt de exploitant van bioscoopzalen, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van zijn wens tot hernieuwing van de overeenkomst of de programma-overeenkomst.

In dat geval deelt de exploitant van bioscoopzalen de administratie de in artikel 90, § 1 bedoelde bijgewerkte documenten mee alsook een beschrijving van de activiteiten gevoerd in het kader van de overeenkomst of de programma-overeenkomst die ten einde loopt, inzonderheid de graad van uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen. De hernieuwing van een overeenkomst of een programma-overeenkomst geschiedt volgens dezelfde nadere regels als de toekenning van een overeenkomst of een programma-overeenkomst.

6.2.4.7. — Onderafdeling 7. — Rol van de waarnemer

Art. 95. De Regering kan een waarnemer voordragen om haar met raadgevende stem te vertegenwoordigen bij de vergaderingen van de raad van bestuur van de exploitant van bioscoopzalen die steun geniet.

Hij brengt minstens één keer per jaar verslag uit aan de minister bevoegd voor de audiovisuele sector.

6.2.5. — *Afdeling V.* — Steun aan voorzieningen voor digitale verspreiding

6.2.5.1. — Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 96. Na advies van de steuncommissie voor audiovisuele dienstenaanbieders, kan de Regering steun verlenen aan voorzieningen voor de andere digitale verspreiding van audiovisuele werken dan de verspreiding in bioscoopzalen.

De aard van de steun aan de voorzieningen voor digitale verspreiding is een subsidie in de vorm van een overeenkomst.

6.2.5.2. — Onderafdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 97. Om een steun te kunnen genieten, moet de verspreidingsvoorziening voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria :

- 1° een rechtspersoon zijn;
- 2° als maatschappelijk hoofddoel de verspreiding en de promotie van de audiovisuele werken hebben, met het oog op de aanmoediging van de pluraliteit van expressie, inzonderheid van de Franstalige Belgische audiovisuele kunst- en essaywerken die komen uit films die in de Franse Gemeenschap weinig verspreid zijn;

6.2.5.3. — Onderafdeling 3. — Toekenningsprocedure

Art. 98. § 1. De aanvraag om steun bevat de volgende gegevens :

- 1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de namen en titels van de personen die de voorziening voor digitale verspreiding die de aanvraag indient, vertegenwoordigen;
- 2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;
- 3° de balansen en resultatenrekeningen van het voorafgaande dienstjaar, in voorkomend geval;
- 4° voor de duur van de overeenkomst :
 - a) het financiële plan in verband met dat project;
 - b) het volume van de voorziene activiteiten;
 - c) het plan voor de promotie van het project;

d) de beschrijving van de activiteiten die gedurende de laatste drie jaar werden gevoerd, indien de verspreidingsvoorziening sedert minstens drie jaar bestaat;

e) het aantal betrekkingen;

f) het beleid inzake prijzen en toegang.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag om steun vast.

Art. 99. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om een overeenkomst te sluiten, de duur ervan en het bedrag van de steun. Daartoe evalueert ze de specificiteit van de aanvrager en steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

1° de relevantie van het dossier bedoeld in artikel 98 § 1;

2° het cultureel belang van het project voor de Franse Gemeenschap;

3° de kwaliteit van het project en zijn meerwaarde voor de ontwikkeling en de promotie van de audiovisuele werken in de Franse Gemeenschap;

4° Het doelpubliek en de uitstralingscapaciteit in de Franse Gemeenschap of op internationaal vlak;

5° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het culturele project.

6.2.5.4. — Onderafdeling 4. — Inhoud

Art. 100. De overeenkomst bevat minstens de volgende gegevens :

1° de datum van het begin en het einde van de geldigheidsduur;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de opdrachten en de doelstellingen die aan de voorziening voor digitale verspreiding worden toegewezen op grond van haar specifieke activiteiten;

4° de verplichtingen van de voorziening voor digitale verspreiding ten opzichte van de Franse Gemeenschap, inzonderheid inzake doorzichtigheid;

5° voor de duur van de overeenkomst :

a) het aantal betrekkingen;

b) het voorziene volume van de activiteiten;

c) het totale deel van de lasten bestemd voor de werkingskosten en het deel bestemd voor de activiteiten;

6° de verbintenissen van de voorziening voor digitale verspreiding tot financieel evenwicht;

7° de nadere regels voor het door de Franse Gemeenschap uitgeoefende financiële toezicht;

8° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;

9° de termijn binnen welke de voorziening voor digitale verspreiding haar activiteitenverslag voorlegt en de sancties als dit verslag niet binnen de gestelde termijn wordt voorgelegd.

6.2.5.5. — Onderafdeling 5. — Evaluatie

Art. 101. Op het einde van elk dienstjaar, deelt de voorziening voor digitale verspreiding een activiteitenverslag mee, dat minstens de volgende gegevens bevat :

1° een moreel verslag;

2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;

3° de vervulling van de opdrachten en doelstellingen toegekend aan de verspreidingsvoorziening.

6.2.5.6. — Onderafdeling 6. — Rol van de waarnemer

Art. 102. De Regering kan een waarnemer voordragen om haar met raadgevende stem te vertegenwoordigen bij de vergaderingen van de raad van bestuur binnen elke voorziening voor digitale verspreiding die steun geniet.

Hij brengt minstens één keer per jaar verslag uit aan de minister bevoegd voor de audiovisuele sector.

7. — TITEL VII. — STEUN VOOR OPLEIDING

Art. 103. De Regering verleent steun tot aanmoediging van de deelneming van professionelen aan nationale en internationale opleidingen op audiovisueel vlak.

De aard van de steun voor opleiding is een subsidie bestemd voor het dekken van de kosten voor inschrijving van de deelnemer aan de opleiding.

Art. 104. De aanvraag om steun moet worden ingediend door een producent van audiovisuele werken of door een natuurlijke persoon van Belgische nationaliteit of onderdaan van een lidstaat van de Europese economische ruimte. De onderdanen van een staat die geen lid is van de Europese economische ruimte en de staatlozen die de hoedanigheid van resident in België hebben, worden gelijkgesteld met de onderdanen van een lidstaat van de Europese economische ruimte.

Art. 105. Om in aanmerking te komen voor steun :

1° moet de gewenste opleiding worden opgenomen in een door de Regering vastgestelde lijst;

2° moet de aanvraag om steun worden ingediend vóór de datum waarop de opleiding wordt gegeven.

Art. 106. De Regering stelt het of de minimum- en maximumbedrag(en) die voor steun voor opleiding kunnen worden toegekend.

Het bedrag van de door de Regering toegekende steun kan niet hoger zijn dan vijftig procent van de kosten voor inschrijving tot de opleiding.

Art. 107. De steun wordt automatisch verleend in de volgorde van de ontvangst van de in aanmerking komende aanvragen, totdat de jaarlijkse begrotingsenveloppe totaal is uitbetaald.

Art. 108. Op het einde van de opleiding, legt de begunstigde een verslag voor betreffende de opleiding waaraan hij heeft deelgenomen.

De Regering bepaalt het model van het verslag dat door de begunstigde moet worden voorgelegd.

8. — TITEL VIII. — WIJZIGINGS-, OVERGANGS-, OPHEFFINGS- EN SLOTBEPALINGEN

8.1. — HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 109. In artikel 8 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, wordt het tweede lid aangevuld als volgt : « tenzij het decreet houdende oprichting van de adviesinstantie in een ander vervangingsstelsel voorziet. ».

Art. 110. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid :

« In afwijking daarvan, worden de leden van de filmselectiecommissie voor een periode van drie jaar benoemd. Het mandaat van die leden kan niet worden hernieuwd. Een termijn van drie jaar tussen beide mandaten is vereist. »

Art. 111. In artikel 4, 1° van hetzelfde besluit, worden de woorden "en, voor de adviesinstanties van de filmsector en de audiovisuele sector, de secretaris-generaal of diens afgevaardigde" toegevoegd na de woorden "van de Algemene Inspectie".

Art. 112. In titel II van hetzelfde besluit, wordt het volgende hoofdstuk ingevoegd :

« Hoofdstuk VI. — *Filmsector en audiovisuele sector*

Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 68/1. Voor de adviesinstanties bedoeld bij dit hoofdstuk, maakt de Regering een lijst op, samengesteld uit een aantal plaatsvervangende leden dat minstens gelijk is aan de helft van het aantal werkende leden van die commissie.

Het plaatsvervangend lid zetelt bij afwezigheid van het werkend lid dat het vervangt.

Afdeling II. — Overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector

Art. 68/2. § 1. Het Overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector heeft als opdracht, op aanvraag van de Minister bevoegd voor de audiovisuele sector, adviezen uit te brengen over elk vraagstuk betreffende het beleid in verband met de productie en de verspreiding van films en audiovisuele werken.

§ 2. Het overlegcomité wordt geraadpleegd over elke vraag betreffende het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie en de besluiten tot toepassing ervan.

§ 3. Het overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector is samengesteld uit zestien stemgerechtigde leden die door de Regering worden benoemd en die worden verdeeld als volgt :

1° de administrateur-generaal van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de audiovisuele sector, of diens afgevaardigde, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° vijf vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties, die vooral werkzaam zijn voor de auteurs, scenarioschrijvers, regisseurs, acteurs en toneelspelers;

3° vijf vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties, die vooral werkzaam zijn voor de producenten van audiovisuele werken en filmateliers;

4° vier vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties, die vooral werkzaam zijn voor de verdelers van audiovisuele werken en de exploitanten van bioscoopzalen;

5° een vertegenwoordiger van een erkende gebruikersorganisatie, die werkzaam is op multimedia-gebied.

§ 4. Bij gebrek aan erkende gebruikersorganisaties, kunnen deskundigen of professionelen worden aangesteld die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op de hierboven vermelde gebieden.

§ 5. Naast de leden bedoeld in § 3, is het overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector samengesteld uit de volgende leden met raadgevende stem :

- een vertegenwoordiger voor elke adviesinstantie bepaald in het kader van dit hoofdstuk;
- een vertegenwoordiger van de RTBF;
- een vertegenwoordiger van de lokale televisies;
- drie vertegenwoordigers van de private televisiedienstenuitgevers;
- drie vertegenwoordigers van de verdelers van televisiediensten;
- een deskundige of een professionele die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het gebied van audiovisuele investering met een economisch oogmerk;
- een deskundige of een professionele die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de organisatie van filmfestivals;
- een deskundige of een professionele die het bewijs levert van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de technische vakken van de audiovisuele sector.

Afdeling III. — Filmselectiecommissie

Art. 68/3. De commissie voor steun aan audiovisuele werken, hierna "Filmselectiecommissie" genoemd, brengt de adviezen uit die bedoeld zijn bij titel IV van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie.

Art. 68/4. De filmselectiecommissie is samengesteld uit vijfenvijftig stemgerechtigde werkende leden die door de Regering worden benoemd en die worden verdeeld als volgt :

- 1° achtentwintig professionelen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de filmsector of de audiovisuele sector;
- 2° drieëntwintig vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties;
- 3° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische tendensen.

Afdeling IV. — Steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders

Art. 68/5. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders brengen de adviezen uit die bedoeld zijn bij titel VI van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie.

Art. 68/6. De steuncommissie voor de audiovisuele dienstenaanbieders is samengesteld uit achttien stemgerechtigde werkende leden die door de Regering worden benoemd en die verdeeld worden als volgt :

- 1° vier professionelen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de filmsector en de audiovisuele sector;
 - een professionele die het bewijs van ervaring levert op het gebied van productie;
 - een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van regisseren;
 - een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de opvoeding tot de media;
 - een professionele die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de sociaal-culturele animatie en de permanente opvoeding;
- 2° drie deskundigen die het bewijs leveren van bekwaamheid of ervaring op het gebied van de filmsector en de audiovisuele sector :
 - een deskundige die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de cinematografische geschreven pers;
 - een deskundige die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de cinematografische audiovisuele pers;
 - een deskundige die het bewijs levert van ervaring op het gebied van de cinematografische pers op Internet;
- 3° zeven vertegenwoordigers van erkende gebruikersorganisaties;
- 4° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische tendensen. »

Art. 113. In artikel 1, 11°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen" vervangen door de woorden "hoofdstuk VI van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, met uitzondering van de schoolateliers bedoeld in artikel 62,3°".

Art. 114. In artikel 28 van hetzelfde decreet, wordt het woord "erkend" vervangen door het woord "gesubsidiëerd".

8.2. — HOOFDSTUK II. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 115. Zolang voor artikel 5 geen specifieke toepassingsbepaling wordt getroffen, blijft het centrum voor de film en de audiovisuele sector onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 1995 betreffende het budgettaire, financiële en boekhoudkundige beheer van het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel".

Art. 116. Onverminderd artikel 121, 1°, wordt de uitbetaling van de subsidies voor de verspreiding betreffende de ontvangsten 2011 met toepassing van de artikelen 23 tot 26 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur in 2012 verricht.

Art. 117. Onverminderd artikel 121, 2°, genieten de ateliers de subsidies verder die werden toegekend met toepassing van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990, voor het jaar 2012, met inbegrip van de uitbetaling van de tweede schijf van de subsidie in 2013.

Art. 118. De dienstenaanbieders bedoeld in hoofdstuk II van titel VI die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, een overeenkomst hebben gesloten met de Regering van de Franse Gemeenschap of, voor de organisatoren van festivals die niet geconventioneerd zijn maar die subsidies hebben ontvangen gedurende een ononderbroken periode van drie jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, blijven het voordeel ervan genieten tot het sluiten van een programma-overeenkomst met toepassing van dit decreet en uiterlijk tot de vervaldatum van die overeenkomst of tot einde 2012, voor de erkende organisatoren van festivals.

Art. 119. De selectiecommissie voor culturele films, opgericht bij artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, blijft verder werken tot de oprichting en samenstelling van de steuncommissie voor audiovisuele werken opgericht met toepassing van dit decreet.

De filmselectiecommissie bedoeld in het eerste lid brengt de adviezen bedoeld in de hoofdstukken I tot IV van titel IV uit.

Art. 120. Het overlegcomité voor het centrum voor de film en de audiovisuele sector, opgericht door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 1996 tot instelling van het Overlegcomité voor het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel" (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector) blijft werken, zolang het niet vervangen is door het overlegcomité voor de filmsector en de audiovisuele sector, opgericht met toepassing van dit decreet.

Art. 121. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 februari 1976, 4 april 1995, 25 maart 1996, 21 december 1998, 5 mei 1999 en 18 december 2001, met uitzondering van hoofdstuk III, dat wordt opgeheven op een door de Regering te bepalen datum, uiterlijk op 1 januari 2013;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen";

3° op een door de Regering te bepalen datum, uiterlijk op 1 januari 2013, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 1996 tot instelling van het Overlegcomité voor het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel" (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector), zoals gewijzigd bij de besluiten van 18 september 1996, 21 mei 1997 en 20 maart 2003;

4° hoofdstuk I van het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs.

Art. 122. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2012, met uitzondering van artikel 112, dat in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 255-1. — Commissie-amendementen, nr. 255-2. — Verslag, nr. 255-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 november 2011.